

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 17 JUILLET 2012

Après-midi

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 17 JULI 2012

Namiddag

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 14.27 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

Le développement des questions et interpellations commence à 14.27 heures. La réunion est présidée par Mme Liesbeth Van der Auwera.

01 Échange de vues avec le secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité, adjoint à la ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, et secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, adjoint au premier ministre, sur les décisions du gouvernement en matière de sécurité d'approvisionnement et questions jointes de

- M. David Clarinval au secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité, adjoint à la ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, et secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, adjoint au premier ministre, sur "la sortie du nucléaire et la suppression de l'article 9" (n° 13099)

- M. David Clarinval au secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité, adjoint à la ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, et secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, adjoint au premier ministre, sur "l'accord intervenu concernant la sortie du nucléaire et la mise à disposition de la concurrence de 1 000 mégawatts" (n° 13100)

- M. David Clarinval au secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité, adjoint à la ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, et secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, adjoint au premier ministre, sur "l'accord intervenu concernant la sortie du nucléaire et le mécanisme de soutien pour le gaz" (n° 13101)

- M. David Clarinval au secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité, adjoint à la ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, et secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, adjoint au premier ministre, sur "l'accord intervenu concernant la sortie du nucléaire et les objectifs CO₂" (n° 13102)

01 Gedachtewisseling met de staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen, en staatssecretaris voor Staatshervorming, toegevoegd aan de eerste minister, over de beslissingen van de regering in verband met de bevoorradingszekerheid inzake elektriciteit en samengevoegde vragen van

- de heer David Clarinval aan de staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen, en staatssecretaris voor Staatshervorming, toegevoegd aan de eerste minister, over "de kernuitstap en het schrappen van artikel 9" (nr. 13099)

- de heer David Clarinval aan de staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen, en staatssecretaris voor Staatshervorming, toegevoegd aan de eerste minister, over "het akkoord inzake de kernuitstap en het ter beschikking van de concurrentie stellen van 1 000 megawatt" (nr. 13100)

- de heer David Clarinval aan de staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen, en staatssecretaris voor Staatshervorming, toegevoegd aan de eerste minister, over "het akkoord inzake de kernuitstap en het steunmechanisme

voor gas" (nr. 13101)

- de heer David Clarinval aan de staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen, en staatssecretaris voor Staatshervorming, toegevoegd aan de eerste minister, over "het akkoord inzake de kernuitstap en de CO₂-doelstellingen" (nr. 13102)

01.01 Melchior Wathelet, secrétaire d'État: Madame la présidente, comme vous l'avez constaté, un plan d'équipement conforme à l'accord de gouvernement a été approuvé par le *kernkabinet*, qui n'a jamais aussi bien porté son nom que la semaine dernière lorsque nous avons pris une décision relative à l'énergie nucléaire.

C'était bien plus qu'un simple accord sur le nucléaire. Il s'agissait d'un plan visant à assurer la sécurité d'approvisionnement du pays. Il créait un cadre très clair relatif au nucléaire et abordait par ailleurs un très grand nombre d'autres éléments comme la meilleure intégration du renouvelable dans notre réseau, un meilleur encadrement des fermetures d'autres centrales thermiques que les centrales nucléaires, les investissements et la vision électrique de la Belgique pour les prochaines années, la manière d'insérer dans notre système davantage de contrats interruptibles, la manière de veiller à ce que le marché soit plus fluide en investissant dans les interconnexions avec les pays étrangers.

C'est donc un plan ambitieux. On a parfois tendance à le réduire à la question du nucléaire mais il a un champ d'application bien plus large que la question du nucléaire en tant que telle.

Ce plan est disponible sur mon site. Je suppose que la plupart d'entre vous l'ont lu.

Je pense qu'il est plus intéressant aujourd'hui de me limiter aux 5 points qui ont fait l'objet d'un accord en kern.

Over de volgende elementen is er in de regering een principiële akkoord.

Ten eerste, twee kerncentrales worden gesloten in april 2015. Het gaat om Doel 1 en 2. Tihange 1 blijft tien jaar langer open om te vermijden dat 500 000 tot een miljoen verbruikers in de winter op bepaalde momenten zonder elektriciteit komen te zitten. Dat staat letterlijk zo in het rapport van Elia.

Om de bevoorradingzekerheid te waarborgen, moeten wij de productie van 1 000 megawatt kernenergie verlengen. Dat doen wij ook.

De vraag werd gesteld of die productie voor een kortere periode kan worden verlengd. Als we de centrales Doel 1 en 2 en Tihange 1 voor een kortere periode langer openhouden, bijvoorbeeld voor een periode van drie jaar, is er geen bevoorradingzekerheid, ofwel is er een mogelijk risico voor de veiligheid, ofwel is dat niet betaalbaar. Daarom hebben wij voor deze optie gekozen.

En effet, maintenir les trois centrales ouvertes pendant trois ans aurait, sans faire les investissements nécessaires, posé un problème potentiel en termes de sécurité nucléaire et prendre un quelconque risque à ce niveau n'a jamais été une option envisagée par le gouvernement.

Prendre le risque de se priver de ces 1 000 MW à l'horizon 2017 ou 2018 constituait un risque extrêmement important, étant donné que cela pouvait mettre notre sécurité d'approvisionnement en difficulté.

Faire les investissements nécessaires dans les trois centrales et ne les amortir que pour une période de trois ans eut représenté un coût extrêmement important, qui n'aurait certainement pas servi l'ensemble de nos citoyens, raison pour laquelle nous avons privilégié la prolongation du nucléaire.

De productie van 1 000 megawatt uit kernenergie, die wordt verlengd, wordt ter beschikking gesteld van de markt. Dat moet zorgen voor meer concurrentie op onze markt en zo laag mogelijke prijzen voor de consumenten en de ondernemingen. Kortom, wij verlengen de productie van 1 000 megawatt uit kernenergie, maar wel volgens een mechanisme van terbeschikkingstelling. Het doel van die verlenging is om de bevoorrading te verzekeren en om de gecreëerde meerwaarde en voordelen meteen terug te geven aan de consumenten.

Troisième élément: pour être certain que des chantages à la sécurité d'approvisionnement ne pourront pas

être mis à exécution par la fermeture anticipée d'autres centrales thermiques, nous avons développé des mécanismes d'encadrement juridique afin de permettre au gouvernement d'intervenir, voire d'empêcher l'arrêt éventuel de ces centrales.

Ces mécanismes nous permettent en tant qu'autorité de refuser des fermetures de centrales thermiques autres que nucléaires lorsque la sécurité d'approvisionnement est en jeu. Celle-ci doit être assurée. Si elle nécessite une interdiction de fermeture définitive de centrales thermiques autres que nucléaires, nous pouvons l'imposer. Il existe un accord de principe à cet égard.

Vous comprenez évidemment la logique. D'abord, nous pouvons interdire des fermetures de centrales thermiques. Ensuite, il s'agit d'élaborer un cadre clair en termes de nucléaire. Et, enfin, il importe de se donner une vision. C'est bien beau de vouloir sortir de l'énergie nucléaire. Mais ce n'est pas réalisable si aucune solution de rechange n'existe ou que la sécurité d'approvisionnement et la distribution d'électricité ne sont pas garanties pour le pays. C'est la raison pour laquelle nous ne nous sommes plus contentés de dire ce que nous refusions; nous avons aussi précisé ce que nous voulions.

Daarom wordt een mechanisme ontwikkeld om investeringen in nieuwe capaciteit aan te moedigen. Op die manier wordt na de sluiting van de twee kerncentrales zowel de bevoorradingszekerheid als de ontwikkeling van hernieuwbare energiebronnen verzekerd dankzij een grotere flexibiliteit van de nieuwe capaciteit.

La Belgique a très clairement besoin, maintenant – et peut-être encore davantage à l'horizon 2025 –, d'assurer sa sécurité d'approvisionnement par des centrales flexibles, c'est-à-dire qui sont le complément idéal à l'énergie renouvelable. Nous avons donc besoin d'investissements en gaz! Soyons clairs.

Aujourd'hui, les conditions de marché ne permettent pas de prendre des décisions définitives en matière d'investissements. Il y a énormément de projets. Si l'ensemble des perspectives, essentiellement en matière de prix d'électricité et de gaz, se confirment, ces centrales seront rentables. Toutefois, la décision d'investissement ne peut être prise aujourd'hui, étant donné cette position du gaz qui vient en bout de course en termes d'approvisionnement électrique et qui est couplée à un prix du gaz trop élevé par rapport à celui de l'électricité.

Nous voulons donc susciter ces investissements en leur garantissant une rentabilité minimale, en ce sens que nous en aurons de toute façon besoin pour assurer la sécurité d'approvisionnement.

Het vijfde element is het volgende. Artikel 9 van de wet van 2003 wordt ook geschrapt. In feite hebben we gemerkt dat de uitzondering van artikel 9 onzekerheid heeft gecreëerd. Immers, doordat de kalender inzake de kernuitstap onbekend was, bleven investeringen in ons land uit. De onduidelijkheid over de kalender en het feit dat men nooit wist of artikel 9 gebruikt zou worden, hebben onzekerheid gecreëerd en verhinderd dat er een klimaat tot stand kon komen voor investeringen in ons land. Dat hebben wij de voorbije jaren gemerkt. Daarom willen wij meer zekerheid bieden wat de kalender betreft. Artikel 9 van de wet van 2003 wordt daarom geschrapt.

Wij hebben ook de rente in het regeerakkoord en in de verschillende budgettaire tabellen bevestigd.

Wat nu nodig is voor de wettelijke omkadering van deze elementen, is, ten eerste, een wet die artikel 9 schrapt en de kalender duidelijk maakt. Ten tweede moet er een wet komen die het mechanisme van de terbeschikkingstelling bepaalt. Dan moet er ook een wet komen die de investeringsmechanismen waarborgt voor de toekomst en die de rendabiliteit van de investeringen, ook in kerncentrales, waarborgt. Er moet een mechanisme komen dat de rente bevestigt in de wet, conform het regeerakkoord en onze budgettaire tabellen.

De principiële akkoorden zijn er. Nu moeten wij ons voornemen om rechtszekerheid en een goed investeringsklimaat te creëren, nog in wetteksten omzetten. Eindelijk is er dus een visie, eindelijk weten wij wat de richting voor België wordt inzake elektriciteit. Er wordt een investeringsklimaat gecreëerd dat zowel de bevoorradingszekerheid als een zo laag mogelijke prijs zal waarborgen voor de Belgen en de ondernemingen.

Voilà, madame la présidente, exposés de manière la plus courte et la plus synthétique possible les différents éléments que je voulais porter ici à votre connaissance.

De **voorzitter**: Mijnheer de staatssecretaris, bedankt voor uw toelichting.

Collega's, aan de gedachtewisseling zijn vier vragen toegevoegd van de heer Clarinval, die sowieso het woord krijgt, maar natuurlijk hebben alle leden de mogelijkheid om vragen te stellen.

01.02 David Clarinval (MR): Madame la présidente, comme convenu, j'ai réintroduit les questions que j'avais déposées en séance plénière et qui n'avaient pas obtenu de réponses. Je voudrais, avant de les poser, faire état de la position de notre parti sur ce dossier. Comme l'a dit le premier ministre, c'est un compromis et dans un compromis, chacun doit faire des concessions. Il faut souligner ici le fait que l'ensemble des partis ont enfin pu faire un pas les uns vers les autres afin d'aboutir à un compromis honorable.

Par ailleurs, ce compromis, est équilibré. Comme l'a rappelé M. le secrétaire d'État, la sécurité d'approvisionnement qui était au cœur de la réflexion autour de ce compromis, est assurée et on a pu passer outre certains dogmatismes qui prétendaient qu'il était impossible de penser que, pour pouvoir assurer cette sécurité d'approvisionnement, il fallait peut-être modifier le calendrier.

Enfin, nous pensons que la vision à long terme que porte le présent document est très positive. Investir dans le gaz nous semble, en effet, rationnel. C'est un choix judicieux, notamment en raison de la situation de l'État belge quant à sa capacité d'importation, sa plate-forme de transit, mais aussi quant à la quantité de production de gaz qui est en constante augmentation. Les ressources prouvées augmentent chaque année et les nouvelles capacités de production - je pense notamment au gaz non conventionnel - laissent à penser qu'elles seront en augmentation dans les années à venir, avec un prix qui restera très modeste. Comme l'a rappelé M. le secrétaire d'État, le gaz est, en outre, complémentaire au développement des énergies renouvelables, qui restent un leitmotiv important chez nous.

Ceci étant dit, j'avais quelques questions plus spécifiques, même si M. le secrétaire d'État vient d'aborder le sujet. J'aurais aimé avoir plus d'informations concernant la suppression de l'article 9. En ce qui me concerne, je regrette cette suppression, parce que je pense que cet article offrait une porte de secours ou, en tout cas, permettait de détecter d'éventuels problèmes dans le futur. C'est un peu comme si un médecin venait de soigner un malade; le malade est soigné grâce à la détection de sa maladie par un thermomètre, mais une fois que le malade est guéri, le médecin casse le thermomètre parce qu'il considère que le patient ne sera plus jamais malade dans le futur.

Je répète que je regrette la suppression de cet article 9.

Quel sera le mécanisme qui sera mis en place pour mettre à disposition les 1 000 MW à la concurrence? Il s'agit d'une source d'incertitude à court terme. Je ne doute pas que le mécanisme soit très rapidement mis en place, mais, sur cette question, il conviendrait d'être vite rassurant, pour éviter que des crispations ne voient le jour.

Comme je l'ai dit au début de mon intervention, le gaz, c'est le futur, c'est vers cela qu'il faut aller. Mais, pour ce faire, à court terme, il faudrait un mécanisme de soutien. Pouvez-vous déjà nous dévoiler quel mécanisme de soutien sera mis en place? Pouvez-vous au moins nous donner les grandes lignes de réflexion à propos de ce mécanisme?

Le fait de prolonger la centrale n'est pas neutre du point de vue des émissions de CO₂. Avez-vous déjà envisagé les retombées positives ou négatives de cette prolongation sur le marché du CO₂ pour les années à venir?

01.03 Hagen Goyvaerts (VB): Mijnheer de staatssecretaris, toen vorige week het akkoord van de regering in plenaire vergadering werd besproken, heeft collega De Bont u daar vragen over gesteld. Nadien bleven er nog vragen open en kwamen er nieuwe bedenkingen naar boven.

Mevrouw de voorzitter, ik ben wat verbaasd over de teneur van de inleidende toelichting van de staatssecretaris. Hij had het over een compromis, maar volgens mij is er een duidelijke wet uit 2003. Laat ik eerlijk zijn: wij waren tegen die wet. Wij vonden het dwaas om in 2003 bij wet vast te leggen wat er in 2015 moest gebeuren. Zeker op het vlak van energiebevoorrading lijkt zoiets moeilijk voorspelbaar en dat is ook zo gebleken.

De regering heeft een beslissing genomen, maar is het glas nu halfvol of halfleeg? Het is halfvol, want u zult Doel 1 en 2 sluiten in 2015. U hebt gezegd dat u die beslissing hebt moeten nemen, omdat er een probleem was inzake bevoorradingszekerheid en veiligheid. Ik neem aan dat u daarvoor verwijst naar de kernbrandstof, maar wat was het veiligheidsaspect dat u heeft doen besluiten om Doel 1 en 2 te sluiten? Tihange 1, waarvan de sluiting ook was gepland in 2015, houdt u tien jaar langer open. Daarmee wijkt u af van de wet van 2003, zoals die tot op heden gold, en van het protocolakkoord uit 2009.

Is de beslissing van de regering wel de meest haalbare optie? Immers, wat hebben de regeringen tussen 2003 en 2012 allemaal beslist, bedacht en besproken om tot de beslissing van vandaag te komen? We hebben in het Parlement een heleboel experts de revue zien passeren. We hebben in het kader van Energie 2030 halve bibliotheekkasten vol laten schrijven met verslagen en aanbevelingen. De huidige regering beslist nu, op basis van een technische analyse van het voorbije jaar, breed bekeken, dat in de periode 2012-2017 Doel 1 en 2 dicht moeten en Tihange 1 tien jaar langer open moet blijven. Op zich is dat zeer merkwaardig. Wat hebben wij in de voorbije jaren in het Parlement dan wel gedaan om nu, op basis van een beperkte analyse, naar de korte termijn te kijken? U kijkt blijkbaar niet verder dan 2017 en wilt Tihange 1 tien jaar langer open laten, zonder dat daarvoor een overtuigend bewijs is gekomen, naar mijn aanvoelen.

Als we naar de actualiteit kijken, moeten wij toch ook vaststellen dat we blijven zitten met een kerncentrale waarvan men de brandstof moet opslaan in een lekkend bassin. Dat probleem bestaat blijkbaar al zowat 6 jaar en het FANC heeft al een aantal jaar gewezen op het mogelijke veiligheidsrisico ter zake. Ik ben trouwens blij dat de directeur-generaal van het FANC hier aanwezig is, zodat hij kan meeluisteren wat hier in het Parlement allemaal leeft en niet leeft in verband met de vervroegde sluiting van de kerncentrales.

U hebt vorige week in de plenaire vergadering de vergelijking gemaakt met Duitsland. U hebt toen uw borst natgemaakt en gezegd dat wij het beter doen dan Duitsland. Ik wil er de collega's op wijzen dat Duitsland slechts 25 % van zijn energie betreft uit kernenergie, terwijl dat in ons land 55 % is. Het grote verschil is dat Duitsland de afgelopen 25 jaar een globaal plan, een visie of een industrieel plan heeft uitgewerkt om te komen tot de beslissing om zijn kerncentrales te sluiten. Dat is toch ook het verschil met ons land. U beweert vandaag dat u wel een visie, een globaal plan of industrieel plan heeft, maar eerlijk gezegd reikt het toch niet verder dan de horizon van 2025/2030. Inzake energiebevoorrading is een termijn van 15 jaar niet de eeuwigheid. Ik ben dan ook van oordeel dat uw plan op dat vlak niet volledig is.

U hebt ook nog iets gezegd over de alternatieven. U wenst te investeren in gascentrales ter vervanging van de kernenergie. U hebt erop gewezen dat de regering daarin actief moet bijspringen. U weet ook hoeveel van dergelijke projecten op de tekentafel liggen die maar geen vooruitgang boeken. Op zich meen ik dat gascentrales efficiënte en rendabele installaties zijn. De vraag rijst echter of die gascentrales ook rendabel en efficiënt zullen zijn op het moment dat u ze zult inschakelen als vervanging of back-up voor alternatieve energieën. De zon schijnt nu eenmaal geen 24 uur per dag, noch waait de wind 24 uur per dag. Ik heb de sterkste twijfels, als op dat moment de gascentrales moeten worden gebruikt als vervangcapaciteit, of dat dan op een rendabele manier kan gebeuren. Ik heb het sterke aanvoelen dat de kilowattuurprijs op dat moment zal stijgen, waardoor de energieprijzetting in het gedrang zal komen.

Wordt het een probleem om de centrales in 2015 te sluiten? Ik weet dat niet. U hebt nu de intentie om artikel 9 uit de wet van 2003 te schrappen, maar de beslissing kan volgens mij nog altijd worden herroepen, want na 2014, als de regering haar legislatuur beëindigt, komt er een nieuwe regering. Volgens mij is er dan ook geen enkele waarborg dat een volgende regering uw besluit zal volgen. Het is net zo goed mogelijk dat een volgende regering een andere beslissing neemt.

Zolang u niet met een volledig plan komt, kan zij die andere beslissing nemen. Dat is mijn punt van kritiek.

U kijkt naar 2017. Er is geen industrieel plan om de sluiting van de kerncentrales op te vangen. U hoopt dat een ander de klus zal klaren. Dat getuigt toch niet echt van vooruitziendheid.

01.04 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, collega's, de verleiding is heel groot om een spetterend politiek debat te voeren over zaken die wij eigenlijk al weten. De verleiding is heel groot om een aantal al dan niet aanwezige leden te confronteren met uitspraken van hun partijen en met krantenartikels ter zake. De verleiding is ook heel groot om het debat over de bevoorrading aan te gaan. Het betreft echter zaken die wij weten. Wij weten dat een oplossing voor de gecreëerde problemen inzake bevoorrading binnen de wet van 2003 had kunnen worden gevonden.

Mijnheer de staatssecretaris, hoewel het tegen mijn natuur is, zal ik vooral proberen te focussen op wat wij nog niet weten. Het is evident dat zulks geen neutrale keuze is. Het is immers mijn overtuiging dat, indien er een antwoord komt op alle vragen die wij vandaag nog hebben en die niet alleen de Ecolo-Groen-fractie zich stelt maar ook andere personen, het gebricoleer en het politiek compromis van de zes conservatieve partijen in ons land misschien alsnog omver kan worden gegooid.

Dat is voor ons de uitdaging in de komende maanden, ook bij de parlementaire vertaling ervan in september.

Mijnheer de staatssecretaris, ik hoop dat ik u niet verveel. Ik heb echter een aantal vragen die op een aantal thema's focussen.

Ten eerste, de ondersteuning van de gascentrales is al aan bod gekomen. Ik heb indertijd mogen vaststellen dat u zo eerlijk was toe te geven dat over die ondersteuning nog geen politiek akkoord bestaat. Zou u vandaag kunnen vertellen, eventueel *à titre personnel* – als de heer Clarinval dat kan, mag u dat ook doen –, wat het ondersteuningsmechanisme zal inhouden? Hebt u ondertussen al een politiek akkoord over de manier waarop u die ondersteuning vorm zal geven? Binnen welke termijn zal u ter zake duidelijkheid verschaffen?

Deze week hebben wij al mogen vaststellen dat een aantal investeerders wacht om de spade in de grond te steken omdat zij eerst de spelregels willen kennen, wat evident is.

Wanneer zal u de modaliteiten hebben bepaald? Wanneer zal de procedure van de openbare aanbesteding worden gelanceerd?

Ten tweede, met betrekking tot de kostprijs die naar de consument wordt doorgeschoven, zitten er een aantal goede maatregelen in het uitrustingsplan. Alleen worden zij niet altijd becijferd. Ik verwijs, bijvoorbeeld, naar de procedure rond de strategische reserve, die uiteindelijk via de Eliatarieven en dus via de elektriciteitsfactuur zou worden gefinancierd.

Mijnheer de staatssecretaris, ik vraag mij af of u een inschatting van de meerkosten van bedoelde maatregelen hebt.

Mijnheer de staatssecretaris, welke centrales wenst u via de strategische reserve beschikbaar te houden?

Hebt u daarover een concreet idee? Welke bijdrage zouden zij kunnen leveren aan onze bevoorradingszekerheid? Het is evident dat het een positief effect heeft op onze bevoorradingszekerheid op korte termijn, als wij een aantal centrales waarvan de sluiting gepland is, in de mix houden.

Ik kom tot mijn derde punt. Naast de procedure van de strategische reserve voorziet u in uw uitrustingsplan ook in een procedure voor het beschikbaar houden in het geval van een tijdelijke stillegging. In uw uitrustingsplan staat dat u dat wilt doen om irrationele situaties, zoals een tijdelijke sluiting bij het begin van een periode van piekverbruik in de winter, te vermijden. De voorbije jaren werd – toevallig of niet, ik laat het in het midden – een aantal kernreactoren tijdelijk stilgelegd op momenten van piekverbruik.

U voorziet ook daar in een vergoeding door Elia. Ik vraag mij af waarom de consument moet betalen voor een rationele, eerlijke stilleggingskalender. Als die op een deftige manier wordt gespreid, in overleg met Elia, de CREG en de exploitant, hoeft de consument daarvoor helemaal niet te betalen. Dat is een derde belangrijke vraag met betrekking tot de kostprijs.

Wat de terbeschikkingstelling betreft, spreekt u over 1 000 megawatt. Kunt u, ten aanzien van deze commissie, duidelijk maken of dat over 1 000 megawatt extra gaat dan wel gewoon over de tranche van Tihange 1? Dat is mij niet duidelijk. In uw uitrustingsplan spreekt u over 1 000 megawatt, maar wij weten dat EDF al een belangrijke participatie heeft in de tranche van Tihange 1 en dat er ook zoiets is als Blue Sky. Zult u boven op de participatie van EDF en Blue Sky een terbeschikkingstelling organiseren of zit die er eigenlijk al in en gaat het eigenlijk om slechts 500 megawatt?

Ik heb nog een vraag over de terbeschikkingstelling. Niet iedereen wenst nucleaire stroom. Er zijn producenten in dit land die op dat vlak – dat is plezant – nog principes hebben en die geen nucleaire stroom in hun portfolio willen. Hebt u zich de vraag gesteld – u zegt dat u de concurrentie wilt versterken via de

terbeschikkingstelling – wat de impact zal zijn op de marktpositie van een aantal groene leveranciers, die dat eigenlijk niet wensen? Wellicht zal er een transactie plaatsvinden, bijvoorbeeld tussen Nuon en Essent. Ik vraag mij af of u rekening hebt gehouden met de groene *challengers* die vandaag al straffe prijzen aanbieden op de energiemarkt.

Een volgende reeks vragen, mijnheer de staatssecretaris, gaat over de bevoorradingszekerheid.

Wij hebben ondertussen kennis mogen nemen van de verslagen van het adviescomité van de administratie Energie. Ik denk dat de collega's de samenstelling van dat expertencomité kennen. De heer D'haeseleer zit daar in. Men kan niet echt zeggen dat het om de denktank van Ecolo-Groen gaat. Toch heeft dat expertencomité zwart op wit gezegd dat hun preferentiële piste geen tienjarige levensduurverlenging van Tihange 1 is, maar een beperkte aanpassing van de kalender. Een gelijkaardige conclusie kunnen wij lezen in recente en minder recente rapporten van de CREG.

Dat sterkt mij in de overtuiging, mijnheer de staatssecretaris, dat de gemaakte deal niet gebaseerd is op de bevoorrading, maar dat het veeleer een politiek compromis is. Collega Clarinval was opnieuw zo eerlijk om dat toe te geven.

Ik vraag mij toch af wat u aan uw eigen adviescomité, uw eigen experts, geantwoord hebt en wat uw antwoord is ten aanzien van de energieregulator.

Ik kom tot mijn volgend punt in verband met de bevoorradingszekerheid. Ik nodig de collega's uit om het verschil persoonlijk na te gaan. Er is namelijk een heel opmerkelijk verschil, mijnheer de staatssecretaris, met de ontwerpstudie van de FOD Economie. Het directoraat-generaal Energie heeft een studie gemaakt, die wij ondertussen hopelijk allemaal hebben gelezen. Er was een ontwerp van dat plan. In de ontwerpversie van dat plan staat op pagina 45 heel netjes opgelijst met welke moderne flexibele gascentrales in 2016 en 2017 4 630 megawatt kan worden gerealiseerd.

Als u deze versie, mijnheer de staatssecretaris, naast de politiek gevalideerde versie legt, stelt men alleen vast dat het lijstje daar niet in opduikt. Dat lijstje was blijkbaar vervelend voor de zes conservatieve partijen van deze klassieke tripartite. Die 4 630 megawatt van moderne flexibele gascentrales staat niet in uw versie van de studie. Waarom hebt u het resultaat van de marktbevraging uit de studie laten halen?

U bent nog wel zo eerlijk om in uw eigen uitrustingsplan toe te geven, en ik citeer, "dat er maar liefst zes projecten van moderne, flexibele gascentrales in de pijplijn zitten, die hun eerste elektronen in 2016-2017 kunnen afleveren".

Mijn volgend punt, mijnheer de staatssecretaris, gaat over artikel 9. Een aantal partijen spelen het politieke spel goed en dat is hun ook gegund. Ze zeggen dat dit de grote trofee is. De heer Goyvaerts heeft terecht gezegd dat de kalender aanpasbaar blijft, dat hij helaas onderhevig blijft aan de grillen van het Belgische politiek systeem.

Mijnheer de staatssecretaris, u zegt met een ontwerp rond de wet op de kernuitstap te komen, die twee dingen zal inhouden: een aangepaste kalender en een schrapping van artikel 9. U zal echter vandaag nog een beroep doen op artikel 9 om de tienjarige levensduur aan te passen, of niet? U lijkt neen te antwoorden op die vraag, dat is interessant. Als u zegt dat de tienjarige levensduurverlenging nodig is omwille van de bevoorradingszekerheid, zou u dat perfect via artikel 9 kunnen doen. Dan zou u gebruikmaken van de huidige wettelijke situatie.

U schrapt daarentegen artikel 9, het argument bevoorradingszekerheid valt weg, u zegt dat u geen advies meer moet vragen aan de CREG en dat u uw eigen goesting doet, dat u de kalender schrapt bij wijze van amendement. Kunt u dat bevestigen? Daarmee zei u van wel. Gaat u via artikel 9 werken of niet? Als u artikel 9 per direct schrapt en niet werkt in twee fases, zult u dan nog een advies vragen aan de CREG over de verlenging van de levensduur met 10 jaar of niet? Vandaag is immers bepaald in de wet op de kernuitstap dat men de regulator moet bevragen als men inzake de bevoorradingzekerheid 'prutst' met de kalender.

Mijnheer de staatssecretaris, ik kom tot mijn volgende vraag. Hoe kijkt u naar de kalender? U hebt 1 000 megawatt verschoven richting 2025. Vindt u echt dat de kalender beter geworden is, dat hij coherenter geworden is, dat hij kostenefficiënter geworden is? Onze bescheiden mening is van niet; u maakt die

eigenlijk moeilijker, omdat u veel meer laat uitfaseren of zegt te willen uitfaseren tussen 2022 en 2025. Hoe gaat u daarmee omspringen?

Mijnheer de staatssecretaris, u zegt dat er eindelijk een visie op energie is. U legt de lat op dat vlak toch relatief laag. Ik wik mijn woorden. In een visie op energie zouden in principe op korte en op lange termijn heel duidelijke doelstellingen moeten staan, zoals veel landen doen, met een overzicht van de energiemix in 2020, 2030, 2050. U doet dat niet. In die zin is het geen stap voorwaarts ten opzichte van 2003. In een ideale situatie had men dat inderdaad reeds gedaan in 2003. U definieert vandaag nog steeds de toekomstige energiemix niet. Er is de wet op de kernuitstap, er is de Europese doelstelling inzake hernieuwbare energie, maar het is niet duidelijk wat er voor de rest zal gebeuren. Investeerders weten nog steeds niet waar België heen wilt.

Op de vraag of het uitrustingsplan een impliciete energievisie bevat, is het antwoord ja. Dit uitrustingsplan gaat helemaal voorbij aan het onvermijdelijk conflict tussen onregelbare nucleaire capaciteit en de wisselende productie van hernieuwbare energie. De toegevoegde waarde van het rapport van de administratie was de verwijzing naar een risico op overcapaciteit. Wel, dat risico op overcapaciteit zal alleen maar toenemen met de verlenging van de levensduur met 10 jaar van Tihange 1.

Beste collega's, de administratie waarschuwt vandaag voor stroompannes vanwege overcapaciteit. Vandaag zitten wij met een groenestroomproductie van amper 6 %. Volgens onze eigen doelstelling moeten wij in 2020 aan 20,9 % groene stroom zitten.

Ik heb hier de ontwikkelingskalender voor de offshore windmolenparken bij. Nagenoeg alle offshore windparken zullen operationeel worden in de periode 2017-2020. Dan zal het risico op overcapaciteit en stroompannes, door het conflict tussen hernieuwbare energie en kernenergie, pas echt gaan spelen. In uw uitrustingsplan stopt de analyse echter in 2017. Noch de administratie, noch Elia, noch het uitrustingsplan kijkt verder dan de eigen neus lang is en houdt rekening met de energiemix in 2020, volgens de eigen, Europese energiedoelstellingen.

Ik was vanmorgen heel erg gechoqueerd door uw verklaring. De collega's De Bont, Clarinval en Schiltz hadden een vraag over de overcapaciteit tijdens het pinksterweekend. U hebt gezegd dat het conflict een uitdaging vormt voor de toekomst. Een van de bouwstenen om dat conflict op te lossen, en ik citeer, is "producenten hernieuwbare energie gaan responsabiliseren voor bevoorradingszekerheid". Lees: de piste die Elia al eerder heeft geopperd om de voorrang op het net voor hernieuwbare energie terug te schroeven en in te zetten op de afschakelbaarheid van hernieuwbare energie.

Met het voorgesteld uitrustingsplan is er niet alleen een risico op sterke overcapaciteit na 2017, maar wordt ook het pad geëffend om offshore windmolens, pas gerealiseerd in 2017/2018, af te koppelen. Is dat de energievisie die u voorstaat, mijnheer de staatssecretaris?

Een volgend punt heeft ook te maken met het al dan niet hebben van een visie. Wat is eigenlijk de visie van de regering op de energiemarkt? De liberalisering ligt nu al enige tijd achter ons en men kan eigenlijk vaststellen dat wij het slechtste van twee werelden combineren. Wij interveniëren alsof wij in een communistische staat leven en tegelijkertijd worden wij geconfronteerd met een nucleair kapitalisme.

U beweert een aantal maatregelen aan het bestaande arsenaal toe te voegen. U zegt de sluiting van de centrales te zullen reguleren, gas te zullen ondersteunen en een terbeschikkingstelling te zullen organiseren. *Plic ploc* wordt in ons land beslist, maar er is geen visie over hoe men een en ander structureel organiseert, en wat overgelaten wordt aan de creativiteit en dynamiek van de markt. Op de vraag waar de Staat al dan niet moet tussenkomen, wordt geen antwoord gegeven. Keer op keer wordt er beslist en telkens gebeurt dat op de kap van de consument. Mijnheer de staatssecretaris, ik zou willen dat u nu eindelijk eens op papier zet hoe u tot een sociale, ecologische maar ook vrijgemaakte markt wil komen, waarbij een beter evenwicht wordt gevonden tussen interventie en bewegingsvrijheid.

Het volgend punt betreft de veiligheid. Graag had ik daarover vanmorgen de minister van Binnenlandse Zaken ondervraagd, maar het begrotingsconclaaf verhinderde dat. Ik hoop dat het een spetterend relanceplan heeft opgeleverd. Dat is ook een belofte van Bruno Tobback, maar dat terzijde. Ik wilde de minister iets vragen, waarop u mij normaal ook zou moeten kunnen antwoorden.

In uw uitrustingsplan op de website laat u in het midden of Doel 1 en 2 de deuren sluiten dan wel Tihange 1.

Voor de rest is dat getrancheerd, maar nog niet op melchiorwathelet.be. In de krant hebben we gelezen dat aan het FANC daarover advies zal worden gevraagd. Heeft het FANC u een document bezorgd met het advies Tihange 1 te sluiten en niet Doel 1 en 2? Of is dat een politieke arbitrage geweest? Kunt u daarin enige duidelijkheid verschaffen?

Ook heel erg bizar is dat een aantal regeringswoordvoerders de investeringen in Tihange 1 en Doel 1 en 2 vergelijken en eraan toevoegen dat zij precies wegens dat kostenplaatje Tihange 1 langer open willen houden. Mijnheer de staatssecretaris, wie heeft u de cijfers over de veiligheidsinvesteringen bezorgd? Wie heeft, bijvoorbeeld, gezegd dat er 500 miljoen euro aan investeringen nodig zijn in Tihange 1? Volgens mijn informatie kan dat niet het FANC geweest zijn. Ik heb hier een vraag met het antwoord van de minister van Binnenlandse Zaken. Op een schriftelijke vraag antwoordt zij dat het ramen van de kostprijs van aanpassingen aan een nucleaire installatie niet tot de opdracht of de expertise van het FANC behoort. Dat heeft de heer De Roovere al enkele keren verteld in de subcommissie voor de Nucleaire Veiligheid. Wie heeft die berekeningen dan wel gemaakt? Heeft de regering dat dan zelf gedaan? Of het kernkabinet, tijdens de bocht van Vande Lanotte? Of heeft Electrabel die cijfers aangereikt? Die belangrijke informatie moet u toch delen met onze commissie.

Nog een ander punt, u zegt dat een gedeeltelijke aanpassing van de kalender via artikel 9 van de wet van 2003 niet mogelijk was, wegens de veiligheid. Mijnheer de staatssecretaris, in uw eerste versie van het uitrustingsplan staat dat u Doel 1 en Doel 2 wilt sluiten in het voorjaar van 2016. U toont dus zelf aan dat, als het argument van de bevoorradingszekerheid speelt, er veiligheidshalve een oplossing voor kan worden gevonden. Het is evident dat dat correct moet worden gefinancierd. U beweert dat niet met een paar maanden kan worden geschoven, terwijl u dat zelf hebt voorgesteld!

Op grond van het LTO-rapport van het FANC en de CREG-analyses zullen die LTO-veiligheidsinvesteringen pas in 2019 klaar zijn, terwijl men toch met tien jaar verlengt. Het is dus niet zo dat er een bepaald veiligheidsniveau is vlak voor 2015 en vlak daarna als men met tien jaar verlengt. Veiligheid is een werk van elke dag. De veiligheidsinvesteringen gebeuren gespreid. Een gedeeltelijke aanpassing van de kalender hoeft dus niet tot een lager veiligheidsniveau te leiden in 2015-2017. Dat zeggen uw eigen experts in de rapporten die u werden bezorgd.

Behalve de politieke communicatie die u nodig hebt om het compromis van de tienjarige levensduurverlenging te verpakken, wat is, technisch gezien, uw antwoord op wat ik zopas heb uiteengezet?

De Ecolo-Groen-fractie sluit geen compromissen over nucleaire veiligheid, maar wij willen ook niet dat een argument worden misbruikt om een oude kernreactor uit 1975 tien jaar langer open te houden.

Mijnheer de staatssecretaris, ik heb nog een aantal vragen. Ik probeer te besluiten. Echter, mevrouw de voorzitter, waar het hart van vol is, loopt de mond van over.

De **voorzitter**: Zou u niettemin het overlopen willen beperken? Er zijn immers nog een aantal sprekers na u.

01.05 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Mevrouw de voorzitter, niet iedereen beschikt over de eloquentie die u bezit. Iedereen strijdt met de middelen die hij of zij heeft.

Mijnheer de staatssecretaris, ik zou u willen uitnodigen om de paragraaf over energiebesparing in onze commissie luidop voor te lezen. Het is echt zo'n paragraaf.

Vanochtend komt Colette Burgeon van de PS-fractie via een parlementaire vraag toelichten dat energiebesparing erg belangrijk is voor de koopkracht en voor de consument. Er staat echter niks over energiebesparing in de tekst. Er staat geen enkele maatregel in. De tekst bevat enkel één grote verontschuldiging voor het feit dat het uitrustingsplan geen enkele maatregel inzake vraagbeheer oplegt. De fiscale steunmaatregel hebt u ondertussen ook geschrappt.

Ten tweede, op pagina 36 lijkt u allusie te maken op een uitbreiding van de pompcentrale van Coö of op een tweede pompcentrale van Coö. Hoe concreet is die allusie? Is dat een van uw ambities?

Mijnheer de staatssecretaris, u moet eerlijk toegeven dat bij het laatste deel de inspiratie op leek te zijn. Immers, heel concreet is de visie, die in het derde deel toch enigszins had moeten binnensluipen, niet geworden. Kunt u een en ander wat concreter maken?

Een volgend punt betreft de eigen capaciteit van Elia, die in het huidige landschap heel belangrijk is. U had in parlementaire vragen aangekondigd dat u daarop in het uitrustingsplan een antwoord zou formuleren. Doet u dat of doet u dat niet?

Mijnheer de staatssecretaris, mijn voorlaatste vraag gaat over het ontmantelingsplan van Doel 1. Daarover is een conflict geweest tussen NIRAS en Electrabel. Hebben uw diensten ondertussen het ontmantelingsplan van Doel 1 al gekregen, aangezien de uitstap van Doel 1 en 2 tegen 2015 is gepland?

Mijn laatste vraag gaat over de kosten. Ze is belangrijk om te weten wie de pen heeft vastgehouden en wie van de zes partijen haar wil heeft doorgedrukt. U zet uiteen dat de nucleaire rente gehandhaafd blijft. Betekent zulks dat u aan het brutobedrag van 550 miljoen euro vasthoudt, ook wanneer de capaciteit afneemt? Zal het bedrag daarentegen dalen?

Wat is de relatie met de terbeschikkingstelling en de marge die Electrabel op de terbeschikkingstelling zal nemen?

Collega's, een aantal fracties hebben hun best gedaan om aan te tonen dat een en ander geen cadeau aan Electrabel is. Wij hebben allen heel goed kunnen lezen dat, boven op de terbeschikkingstelling, een billijke marge aan Electrabel zal worden toegekend. Aldus zouden wij in een situatie kunnen terechtkomen waarbij Electrabel, enerzijds, wordt gefinancierd en, anderzijds, de taks naar beneden wordt gehaald, waardoor Electrabel een tweede keer wint. Ik hoop dat u vandaag klaar en duidelijk aan de commissie wil bevestigen dat zulks niet uw bedoeling is.

Indien wij een antwoord op onze vragen krijgen, kunnen wij het politiek debat ter zake in de toekomst met nog veel meer informatie voeren.

01.06 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen): Madame la présidente, monsieur le secrétaire d'État, rassurez-vous, je ne vais pas reprendre l'ensemble des questions importantes posées par mon collègue; je mettrai en exergue quelques éléments.

Tout d'abord, la fermeture de Doel 1 et Doel 2 en 2015 est un point positif. Nous pourrions ainsi nous rendre compte que le fait de fermer un réacteur nucléaire ne nous plongera pas dans le noir immédiatement!

Ensuite, vous avez décidé de prolonger de dix ans Tihange 1. Parmi les arguments présentés, outre celui concernant la sécurité d'approvisionnement, vous avancez le fait que l'on ne peut demander à un investisseur de réaliser les travaux nécessaires avec une prolongation de deux ou trois ans pour rentabiliser l'investissement.

Là, il y a quelque chose que je ne comprends pas. Au regard des propositions de la CREG, des nécessités pour équilibrer le marché en vue de la sécurité d'approvisionnement et pour compléter l'offre de centrales flexibles, une prolongation de deux ou trois ans aurait pu suffire. Quand on voit les résultats des études concernant les travaux pour pouvoir prolonger Tihange de dix ans, dans les documents échangés entre Electrabel et l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, on se rend compte que le site ne sera pas entièrement sécurisé avant 2019. Cela signifie que si l'on avait décidé de prolonger de deux ou trois ans les réacteurs nécessaires pour garantir l'approvisionnement, nous ne nous serions pas trouvés dans une situation d'insécurité et nous n'aurions pas exigé les investissements faramineux dont on se sert aujourd'hui pour dire qu'il faut dix ans pour pouvoir les réaliser. J'aimerais donc connaître la logique, du point de vue mathématique, de rentabilité et de sécurité nucléaire, qui justifie ces dix ans, sachant également que les travaux visant à répondre aux exigences des stress tests doivent être réalisés tout de suite.

Pour ma part, il y a une réelle interrogation en la matière. Je ne vois pas quelle est la logique de rentabilité pour l'investisseur ni la logique de sécurité d'approvisionnement dans les dix ans.

Par ailleurs, pour résumer, vous dites que les 1 000 MW de Tihange seront mis à la disposition du marché et que de l'argent va pouvoir revenir à l'État, lui permettant ainsi d'investir dans du renouvelable et du flexible. J'aurais aimé avoir des informations à ce sujet.

Peut-être existe-t-il un autre système – auquel cas, vous devez me l'expliquer –, que le système cost plus, avec un organisme public qui achète au prix de production plus une marge équitable. Sinon, d'autres

peuvent réaliser un bénéfice supplémentaire à cette limitation de prix fixée au producteur. J'aurais donc voulu avoir davantage de précisions sur le mécanisme que vous comptez mettre en place. Et qu'en sera-t-il de la rente nucléaire?

Vous dites également que vous allez créer un climat favorable à la construction et l'investissement dans des centrales au gaz flexibles. Certes, c'est une initiative nécessaire et attendue depuis longtemps. Toutefois, vous avez renoncé, me semble-t-il, aux procédures par appel d'offres qui étaient initialement prévues, tout en affirmant que vous allez leur garantir un revenu. Comment allez-vous procéder concrètement?

Une loi peut être modifiée. Vous dites que si on enlève l'article 9 qui permet des exonérations, on ne pourra plus la modifier par arrêté mais uniquement par une autre loi. Or, on voit dans les travaux parlementaires en cours qu'une loi se change parfois très rapidement et pas toujours de façon bien réfléchie. Si l'on prolonge à nouveau les centrales, les investisseurs dans des centrales au gaz flexibles auront-ils aussi des garanties de revenus, des compensations? En effet, on mettrait ainsi à mal leur investissement.

Enfin, lorsque mon collègue Calvo et moi avons déposé une proposition de loi visant à rendre possible une ingérence, via le régulateur, lorsque le producteur d'une centrale flexible veut fermer et ce, afin d'éviter qu'il ne le fasse comme il l'entend, sans tenir compte de la sécurité d'approvisionnement, vous nous aviez rétorqué que prévoir un tel mécanisme ferait fuir les investisseurs qui veulent pouvoir garder la maîtrise des outils qu'ils mettent en place. Or, dans le dispositif que vous nous proposez, vous évoquez une mesure de ce type. J'aurais donc voulu savoir en quoi le mécanisme que vous proposez ne fera pas fuir les investisseurs, même si je suis évidemment tout à fait d'accord avec le fait qu'il faille réguler cette matière.

01.07 Leen Dierick (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, dankzij het uitrustingsplan hebben wij eindelijk een visie waar wij op korte en lange termijn naartoe wensen te gaan met het energiebeleid. Ik ben ervan overtuigd dat het uitrustingsplan ervoor zal zorgen dat wij in de toekomst kunnen beschikken over voldoende, betaalbare en duurzame energie. Het uitrustingsplan neemt een aantal maatregelen over waarin wij ook in het CD&V-tienpuntenplan hadden voorzien, en dat stemt ons uiteraard tevreden.

In ons tienpuntenplan hadden wij gewezen op het belang greep te kunnen houden op de beschikbare productiecapaciteit. Centrales die worden gesloten, moeten op de markt worden aangeboden. In het uitrustingsplan staat een aantal mechanismen om de sluitingen beter te kunnen omkaderen. Ik heb een aantal vragen met betrekking tot het mechanisme voor de definitieve sluitingen.

Het uitrustingsplan bepaalt dat de producent geen aanbod kan weigeren indien het aanbod redelijk is. Wie of wat bepaalt of een aanbod al dan niet redelijk is?

Kunt u verduidelijken hoeveel tijd er zal zitten tussen de aankondiging door de producent dat de centrale zal worden gesloten en de eigenlijke organisatie van die veiling?

In geval van overdracht aan een andere speler, wat gebeurt er met het personeel? Bestaan daarover concrete afspraken? Hoe zal dat specifiek worden geregeld?

Het is al verschillende keren gezegd dat momenteel verschillende productiesites er al jaren ongebruikt bij liggen. Zullen die ook vallen onder de regeling voor de sluiting of zijn er maatregelen genomen om deze ongebruikte sites toch nog op de markt te brengen?

Thans kom ik tot de kernuitstap. De bevoorradingszekerheid is inderdaad een grote prioriteit. Daarom was het belangrijk niet alle kerncentrales in 2015 te sluiten, zoals bepaald in de wet op de kernuitstap. Ook CD&V had in het tienpuntenplan ervoor gepleit de wet op de kernuitstap te herzien. Met dit uitrustingsplan zijn wij ervan overtuigd dat een aantal fouten uit het verleden zeker wordt rechtgezet.

Uiteindelijk is ervoor gekozen Tihange 1 langer open te houden. Toch zal ook in Tihange 1 een aantal investeringen moeten gebeuren om tot in 2025 veilig te kunnen produceren. Kunt u meer verduidelijking geven over de belangrijkste investeringen die daar zullen moeten gebeuren? Wat is de kostprijs? Zal de centrale kunnen produceren tijdens de uitvoering van die investeringen?

Doel 1 en Doel 2 zullen dus moeten worden ontmanteld. Het Synatomfonds bevat de middelen voor de ontmanteling van de kerncentrales. Kunt u toelichten in hoeveel middelen is voorzien voor de ontmanteling van Doel 1 en Doel 2? Zijn die middelen voldoende en zullen zij tijdig beschikbaar zijn?

Voor CD&V is het ook belangrijk dat een gedeelte van de nucleaire capaciteit wordt geveild. Dat staat ook zo in ons tienpuntenplan. Voor CD&V is dat heel belangrijk om de concurrentie aan te scherpen en zo te zorgen voor lagere prijzen. Het uitrustingsplan bepaalt dat de elektriciteit van Tihange 1 ter beschikking zal worden gesteld van de markt. Dat is niet nieuw, dat wordt ook in Frankrijk al toegepast. Zo werd EDF door de Nome-wet verplicht een deel van zijn elektriciteit onder de marktprijs te verkopen aan zijn concurrenten. Hebt u cijfers of weet u hoe het systeem daar is geëvalueerd?

Hebt u er al zicht op hoe het mechanisme voor de terbeschikkingstelling er concreet zal uitzien?

Ten slotte, wat zijn de gevolgen van de sluiting van Doel 1 en Doel 2 en de terbeschikkingstelling van Tihange 1 voor het bedrag van de heffing op de nucleaire rente vanaf 2015?

Iedereen is ervan overtuigd dat er nieuwe gascentrales moeten komen om onze bevoorrading te verzekeren en de productie van hernieuwbare energie verder uit te bouwen. Ook het uitrustingsplan erkent die noodzaak en bepaalt dat er een mechanisme zal worden uitgewerkt om investeringen in deze centrales te stimuleren. In het uitrustingsplan is er sprake van zes nieuwe projecten voor gascentrales die niet van de tekentafel geraken. Kunt u daarover wat meer informatie geven? Over welke projecten gaat het? Welke capaciteit vertegenwoordigen die? Hoe zal het mechanisme van de offerteaanvraag er concreet uitzien? Zullen die zes op stapel staande projecten ook voor dit mechanisme in aanmerking komen? Zullen in de offerteaanvraag ook criteria worden opgenomen met betrekking tot het marktaandeel van de producent? Wij moeten er immers voor zorgen dat de projecten naar kleinere spelers gaan, zodat wij de concurrentie op de productiemarkt stimuleren.

In het uitrustingsplan staat ook een uitgebreide visie voor de toekomst. Op lange termijn mikt het uitrustingsplan onder meer op het uitbreiden van de interconnecties, de beheersing van de vraag, de opslag en het vereenvoudigen van administratieve procedures. Er staat een aantal projecten op stapel om ons land beter te verbinden met de omliggende landen. Zo is er het NEMO-project, dat in een onderzeese kabel richting Groot-Brittannië voorziet en het ALEGRO-project voor de verbinding met Duitsland. Kunt u meer toelichting geven over de stand van zaken met betrekking tot deze projecten? Is het nodig om de capaciteit van de verbinding met Nederland en Frankrijk uit te breiden? Bestaan hiervoor al projecten?

Wat de vraagbeheersing betreft, staat in het plan dat er moet gezocht worden naar manieren om operatoren met een portefeuille van afsluitbare klanten te laten deelnemen aan de *balancing* van het netwerk. Welke initiatieven zult u op korte termijn nemen om te onderzoeken hoe dit best kan gebeuren? Wat de opslag betreft, wilt u een onderzoek doen naar de mogelijkheden om bestaande pompaccumulatiestations fysiek uit te breiden? Is een uitbreiding van Coö technisch mogelijk? Indien ja, hoe kunnen wij er dan voor zorgen dat de nieuwe capaciteit ter beschikking komt van andere spelers?

Ten slotte, voor de bouw van nieuwe centrales en netwerkinfrastructuur is het belangrijk dat de administratieve procedures zo kort en eenvoudig mogelijk zijn. U zegt dat u op korte termijn een aantal maatregelen zult nemen. Welke procedures zouden volgens u vereenvoudigd of eventueel afgeschaft kunnen worden? Tegen wanneer mogen wij dit initiatief van u verwachten?

01.08 Karine Lalioux (PS): Madame la présidente, monsieur le secrétaire d'État, comme je suis déjà intervenue sur le sujet lors des questions d'actualité la semaine dernière ou la semaine d'avant, je passe directement aux questions.

Puisque vous ne m'avez pas répondu sur ce point en séance plénière, monsieur le secrétaire d'État, je reviens un instant sur les déclarations plus que menaçantes d'Electrabel-GDF Suez le jour de la sortie de votre plan. J'ai d'ailleurs trouvé tout à fait inacceptable de menacer ainsi un gouvernement, un État et des citoyens. Depuis lors, Electrabel-GDF Suez est revenue à de meilleurs sentiments ayant déclaré être à la disposition du gouvernement pour faire valoir son point de vue et obtenir la clarté absolue sur les éléments économiques. Monsieur le secrétaire d'État, avez-vous rencontré Electrabel dans le cadre de ce dossier? Si oui, qu'en est-il ressorti?

En ce qui concerne la fermeture de centrales nucléaires, j'entends bien que vous comptez déposer un mécanisme d'ordre juridique pour la non-fermeture des centrales nécessaires à la sécurité de l'approvisionnement.

Pour ce qui est de Tihange, quel investissement sera-t-il nécessaire pour garantir la sécurité des citoyens? C'est évidemment ce qui importe en cas de prolongation de la durée de vie d'une centrale nucléaire.

Quant aux six centrales TGV, quelle sera leur capacité totale et selon quel échéancier? Monsieur le secrétaire d'État, on sait que les investisseurs éprouvent parfois des difficultés à obtenir tous les permis. Quelle que soit la Région, cela prend du temps. Avez-vous envisagé une certaine concertation avec les Régions pour tenter d'accélérer la délivrance des permis et de résoudre rapidement tous les problèmes administratifs qui peuvent survenir? Ou bien les permis sont-ils déjà en ordre pour ces centrales TGV? La concertation avec les Régions me semble fondamentale. Ma collègue Isabelle Emmery abordera encore cette question.

Ma dernière question concerne la cascade de Coe. De toute évidence, Coe possède un énorme potentiel et une production excédentaire. Je vous avais également interrogé en séance plénière à ce sujet. Ce qui m'intéresse, c'est la capacité de production d'Elia.

Lors du débat sur le troisième paquet, nous demandions, en vain, qu'Elia soit dotée de sa propre capacité de production en cas de problème de sécurité d'approvisionnement. On nous avait répondu à ce moment qu'Elia n'était pas demandeur. Or, le nouveau directeur d'Elia, lui, est demandeur. En effet, il a fait des déclarations en ce sens à la presse.

Je pense que la cascade de Coe ne présente que des éléments positifs, chers sans doute, mais positifs par rapport à la sécurité d'approvisionnement de notre pays.

01.09 Isabelle Emmery (PS): Madame la présidente, monsieur le secrétaire d'État, pour compléter les questions de Mme Lalieux, je voudrais faire le point sur la problématique des énergies renouvelables. Il est indéniable qu'elles se développent. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Ce développement s'accompagne d'un défi et d'un certain nombre de questions, dont la contribution des énergies renouvelables tant aux objectifs de sécurité d'approvisionnement qu'au niveau des prix de l'énergie pour le consommateur ou encore l'impact des mécanismes de soutien européen à l'égard de ces énergies renouvelables. Celles-ci sont à l'opposé des énergies traditionnelles et font l'objet d'une production décentralisée, ce qui pose un certain nombre de questions. Par ailleurs, comme l'a dit ma collègue, des spécificités sont inhérentes à notre pays, à savoir le découpage des compétences.

Nous nous réjouissons d'avoir pu voter, la semaine dernière, un mécanisme qui vise à éviter les répercussions sur le client final des obligations en matière de certificats verts. C'est une très bonne chose, mais il y a lieu d'y réfléchir et d'instaurer un véritable dialogue entre le fédéral et les Régions. Je pense ici à la régulation de la production d'énergies renouvelables.

J'en viens à deux questions en marge de ce préambule, monsieur le secrétaire d'État. Tout d'abord, comment envisagez-vous ce dialogue entre le fédéral et les entités fédérées? Comment renforcer les mécanismes en question dans leur principe?

Ensuite, fin juin, Elia a fait une déclaration qui vise à prévoir, d'ici 2017, davantage d'interconnexions avec les pays limitrophes, à savoir les Pays-Bas, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Elia a annoncé également la création d'un réseau *offshore* en mer du Nord, modulable et qui devrait à terme raccorder l'ensemble des parcs éoliens belges. Quelle est la faisabilité de ce projet en termes d'investissements?

01.10 Joseph George (cdH): Madame la présidente, monsieur le secrétaire d'État, je ne referai pas le débat que nous avons eu en séance plénière, je m'attacherai davantage à souligner un problème de calendrier. Je comprends parfaitement vos objectifs, que je trouve tout à fait pertinents, à savoir la sécurité d'approvisionnement, le prix et l'environnement. Tout se lit dans la grille d'analyse de votre projet à travers ces trois priorités. Pour les mettre en œuvre, nous – le gouvernement et le parlement – allons devoir travailler.

Il faudra revoir la loi Électricité, parce que vous allez donner au gouvernement la capacité de s'opposer à la fermeture de certaines unités ou de les vendre.

En ce qui concerne l'activation de la réserve stratégique, nous sommes dans une situation de forte tension

entre l'offre et la demande. Le mécanisme devrait entrer en vigueur au plus tôt, comme vous l'avez dit vous-même.

Le troisième élément est le problème du calendrier de sortie du nucléaire et la possibilité d'utiliser, en faveur du marché, la tranche nucléaire.

Ces trois éléments devront faire l'objet de débats. Comment voyez-vous le programme des prochains mois?

Certains évoquent la possibilité, qu'avait soutenue la CREG, de prolonger les centrales de quelques années. En tant que citoyen de Tihange et de Huy, je trouve qu'il s'agit d'une très mauvaise solution. Dans cette hypothèse, on ne sait pas exactement les investissements en termes de sécurité et de sûreté qui seraient réalisés.

Si on les imposait dans le cadre d'une révision décennale, les investissements seraient fort importants, pour quelques années. Et s'ils n'étaient pas faits, la sécurité et la sûreté ne seraient pas assurées. La Direction générale Énergie du SPF Économie relève que ce ne serait pas dans trois ou quatre ans, mais jusqu'en 2017, que les problèmes allaient survenir. Je crois qu'il était bon, dès lors, de prendre des décisions.

Je tiens aussi à dire qu'en ce qui concerne les stress tests et les mesures à prendre, les permis sont déjà déposés et les procédures administratives sont déjà en cours. Les autorisations sont en voie d'être accordées, notamment pour le mur anti-crue.

01.11 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, ten eerste, in het bewuste plan zitten goede en minder goede zaken. Ik wil u dan ook feliciteren met een aantal zaken die in het plan staan en waarvoor wij in ons energieplan, dat wij enige tijd geleden hebben gelanceerd, ook de aandacht hebben gevraagd. Op deze zaken komen wij zo dadelijk nog terug.

01.12 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): (...) reactie zit er niet in.

01.13 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer Calvo, mocht u zich de moeite getroosten om de zaken in hun geheel te lezen, dan zou u misschien enige kennis van zaken hebben. U wilt er geen politiek steekspel van maken.

01.14 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): (...) (zonder micro)

01.15 Staatssecretaris Melchior Wathelet: (...) (zonder micro)

01.16 Bert Wollants (N-VA): Dat is zijn tweelingbroer.

Mijnheer de staatssecretaris, ik heb niettemin een aantal vragen voor u.

Ten eerste, er wordt een aantal scenario's gebruikt om de behoefte aan capaciteit uit te drukken. Wij hebben gezien dat het een -1 %-scenario bevat, een gelijkblijvend scenario en een +1 %-scenario.

Ik moet vaststellen dat andere actoren met andere cijfers rekenen. De CREG rekent bijvoorbeeld nog altijd met + 1,8 %, wat natuurlijk heel andere cijfers oplevert. Wij moeten bekijken wat zulks betekent. Indien u immers van een andere positie vertrekt, krijgt u een heel andere capaciteitsbehoefte. Het wil ook zeggen dat u andere beslissingen zou moeten nemen.

Zelfs in uw scenario wordt geen rekening gehouden met bepaalde crisissituaties, zoals ik heb gelezen. Misschien kunt u even duiden wat u hoopt dat in de komende drie jaar niet gebeurt.

01.17 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Hij hoopt dat jullie de verkiezingen niet winnen.

01.18 Bert Wollants (N-VA): Dat kan ik mij indenken, maar op het vlak van energie zou ik zijn hoop ook graag willen kennen.

Mijnheer de staatssecretaris, ik wil van u dus vernemen hoe een en ander in elkaar zit. Wij weten immers ook dat de kloof die er momenteel is bij de sluiting van de drie oudste kerncentrales, nog altijd bestaat

wanneer u ofwel Tihange 1 ofwel Doel 1 en Doel 2 langer openhoudt. Het is correct dat de kloof verkleint, maar er blijft nog steeds een vraag van 1 200 megawatt.

Hoe zult u die kloof opvullen, wetende dat de CREG er reeds op heeft gewezen dat de centrales die in voorbereiding zijn en alle noodzakelijke vergunningen hebben, wellicht pas in 2017 kunnen beginnen te produceren?

Wanneer u met uw plan naar de pers bent gestapt, wist u ook dat zij pas in 2017 zouden kunnen produceren. Daarom was in uw voorstel opgenomen dat u Doel 1 en Doel 2 nog zou kunnen gebruiken voor de winter van 2015-2016 en eigenlijk misschien zelfs nog langer. Dat voorstel sluit perfect aan bij het voorstel van de CREG om de centrales in kwestie een aantal jaren langer open te houden, want tot 2017 is de situatie vrij gevoelig. U of uw regering heeft de keuze gemaakt om die kloof slechts gedeeltelijk te vullen. U mag mij vertellen hoe u de rest van die kloof zult aanpakken.

Nu wij het toch hebben over de keuze tussen Doel of Tihange, wij hebben in de pers al heel verschillende redenen gelezen waarom u voor Tihange hebt gekozen, maar in de documenten die wij hebben gekregen, wordt er niet gekozen. Daarin worden de twee mogelijkheden naast elkaar gezet. Kunt u ons de becijferde motivatie bezorgen waarom men voor de ene of de andere kiest? Dat zijn toch interessante gegevens voor dit debat. De heer Calvo heeft er overigens ook naar verwezen.

Wij hebben het in de voorbije discussies over het derde energiepakket ook gehad over de mogelijke nood aan ondersteuning van de capaciteit. U kiest voor de strategische reserve. Die strategische reserve wordt inderdaad al toegepast in andere landen, maar telkens opnieuw waarschuwt men ook voor het marktverstoring effect. Er zijn natuurlijk manieren om die marktverstoring te beperken. Kunt u toelichten op welke manier u dat met dit mechanisme doet? Ik geef een voorbeeld. In Zweden heeft men gekozen voor het beperken van de capaciteit en voor de automatische uitfasering van het mechanisme.

Een meer technische vraag, die daarbij aansluit, is waar u de strategische reserve in de zogenaamde *merit order* ziet. Wanneer zullen die centrales in werking komen? Zullen die pas effectief gebruikt worden, zoals dat bijvoorbeeld in Zweden het geval is, na de piekcentrales, wanneer de prijzen hoog genoeg zijn? Als wij in dat verhaal zitten – ik heb de marginaalcostencurve van ons park bij –, wil dat zeggen dat centrales die vandaag zouden worden gesloten en kunnen produceren aan een kostprijs van 60 à 70 euro per megawattuur, pas mogen worden ingeschakeld wanneer wij aan het andere einde van de curve zitten, namelijk aan 200 euro per megawattuur.

Als wij die capaciteit weghalen uit dat deel van de curve en die er weer insteken na de piekcentrales, wil dat tegelijkertijd ook zeggen dat de prijzen mogelijk verhogen. Dat zal voor korte momenten zijn, maar tegelijkertijd is die mogelijkheid er wel.

Als u daarentegen beslist om dat niet te doen, om ze tegen hun huidige prijs in te schrijven, mogen zij, bijvoorbeeld, gebruikt worden aan die 70 à 80 euro per megawattuur. Wat wil dit dan zeggen voor de piekcentrales, want in de praktijk zullen zij dan nog nauwelijks gebruikt worden? Wie zal er nog investeren in die piekcentrales? Vernietigt u hiermee dan niet de capaciteit die er voor dergelijke noodsituaties bestaat? Graag verneem ik uw visie ter zake.

Hoe verhoudt die strategische reserve zich ten opzichte van andere manieren van werken? Ik denk dan aan centrales die in de strategische reserve zitten omdat de elektriciteitsprijzen op dit moment historisch laag zijn, terwijl de gasprijzen eerder aan de hoge kant zijn. Is het mogelijk dat men nu wil sluiten als wij over een aantal jaar een andere situatie krijgen? Dit hangt volgens mij sterk af van wat er, bijvoorbeeld, met het schaliegas in Amerika gebeurt en wat Europa daarmee zal doen. Ziet u het gebeuren dat de centrales uit de strategische reserve kunnen terugkeren naar de markt? Acht u het in het andere geval mogelijk dat een geveilde centrale alsnog in de strategische reserve kan terechtkomen? Om strategische redenen kan het voor bepaalde spelers interessant zijn om op centrales een aanvaardbaar bod te doen, om ze nadien dan zelf in de strategische reserve te kunnen onderbrengen. Ik had graag uw visie hierover gekend.

Ook wat eventuele beperkingen in tijd en volume betreft, lijkt het mij interessant dat u verduidelijkt op welke manier u dat wilt gebruiken.

Dan komen wij bij de offerteaanvraag. U maakt daar duidelijk de koppeling met centrales die eigenlijk al op de tekentafel liggen en misschien zelfs al vergund zijn. Zijn het die centrales die in uw offerteaanvraag

moeten komen? Zo neen, zult u door die offerteaanvraag dan niet het mechanisme krijgen dat net die centrales zullen wachten tot zij in de offerteaanvraag kunnen? Die zekerheid ligt immers te wachten. Men zal niet vroeger beginnen te investeren dan dat men de zekerheid krijgt dat het rendabel zal zijn. Als dit het geval is, riskeert u dan niet dat u tot in het einde der tijden zult moeten werken met een offerteaanvraag om gascentrales te bouwen? Als die zekerheid wordt geboden en als u die zekerheid toch plots zou willen weghalen, dan kan ik mij indenken dat de investeringen stilvallen. Keren wij op die manier dan niet terug naar een gereguleerde markt, verder weg van de marktwerking dan vandaag al het geval is? Of ziet u daar een mogelijke uitfasering?

Ook qua volume rijzen er vragen. Kunt u nu al zeggen over welk volume aan nieuwe gascentrales u denkt? Welke offerteaanvraag wilt u op dat vlak lanceren? Dit hangt natuurlijk samen met de kostprijs voor heel het systeem. U stelt in uw nota de vraag of de terbeschikkingstelling voldoende zal opbrengen. Als dat niet het geval zou zijn, zal de nucleaire rente op dat vlak moeten bijspringen.

Wil dat tegelijk zeggen dat het eerdere akkoord om die nucleaire rente te gebruiken om de kosten van de offshore te dragen, zoals wij al een aantal keren gehoord hebben van de Vlaamse partijen, deels van de baan is? Daarover lees ik immers plots niets meer. Ik lees wel dat u het akkoord over de nucleaire rente uit het regeerakkoord wil aanpassen in het licht van de sluiting van centrales. Ik ben er steeds van uitgegaan dat, als er een akkoord was over die 550 miljoen en schijnbaar ook over de kernuitstap, die twee dan niet aan elkaar worden gekoppeld. Als u nu een aanpassing doet van die 550 miljoen euro omdat u centrales gaat sluiten die u van plan was te sluiten, dan vraag ik mij af hoe dat eigenlijk in zijn werk gaat.

01.19 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): (...)

01.20 Bert Wollants (N-VA): In het onze staat ook 750, in het uwe iets meer.

Moeten wij daar eigenlijk niet naartoe, om ervoor te zorgen dat wij die meerkosten kunnen dragen? Wij spreken nu over 550 miljoen euro. Wij weten dat er 800 miljoen euro aan meerkosten voor offshore zit aan te komen. Ondertussen gaat u die nucleaire rente ook gebruiken om uw offerteaanvraag te dekken. Hoeveel keer gaat u die nucleaire rente uitgeven? Welke prijsstijging zal door de consument moeten gedragen worden? Dat zou ik graag van u horen.

Een aantal collega's heeft hier gesproken over een langetermijnvisie. Welnu, als de kortetermijnvisie enkele maanden betreft, dan is dit een langetermijnvisie. U had eigenlijk een visie moeten opbouwen tot minstens 2030. Dat is ook nog relatief kort, maar ik meen dat dit wel noodzakelijk is. U weet ook dat een gascentrale bouwen niet zo snel gaat. Als centrales die vandaag alle noodzakelijke vergunningen hebben pas in 2017, misschien in 2018, kunnen produceren, dan moet men natuurlijk ver genoeg in de toekomst kijken. Anders krijgt men dezelfde problemen als vandaag. Inderdaad, in 2003 werd er een beslissing genomen, maar nu, negen jaar later, moet er een nieuwe beslissing worden genomen omdat het niet realistisch was en er eigenlijk niets is gebeurd. Zult u ons na dit plan, dat eigenlijk het kernuitstapplan is, ook een langetermijnvisie voorstellen? Ik meen dat het de moeite zou lonen om daarvan werk te maken.

Over de energiemix zelf maak ik mij weinig zorgen. Als ik de visie hier goed lees, zijn er slechts twee mogelijkheden: hernieuwbare energie of gas. Van de hernieuwbare energie weet men hoeveel men gaat krijgen, met name 20,9 %. U hebt het zelf gezegd, mijnheer Calvo. Mijnheer de staatssecretaris, ik meen dat u daaraan ook moet werken.

Een laatste punt, de opslag. U weet dat ik een groot voorstander ben van onderzoek op dat vlak. Volgens mij zijn er wel wat mogelijkheden. Die moeten worden gebruikt, al was het maar om een deel van de overcapaciteit te kunnen wegnemen.

Het opslaan van een aantal geproduceerde megawatts zou ervoor kunnen zorgen dat wij de overcapaciteit weghalen en kunnen inzetten wanneer dat het meest nodig is. Dat kan eventueel in de crisisscenario's waarvan eerder sprake.

Ik zou van u graag vernemen of er al initiatieven zijn in die richting. Gaat het inderdaad over de uitbreiding van Coe of zijn er misschien andere plannen? Wordt het misschien opgenomen, zoals door ons gesuggereerd, in de visie op de ruimtelijke ordening van de Noordzee? Het moet in ieder geval meer zijn dan erover nadenken, want dan is het inderdaad geen coherent geheel. Daarvan moet u verder werk maken.

Tot slot, dit plan is een kleine stap om ervoor te zorgen — ik ben het nu eens met mevrouw Gerkens — dat het licht niet onmiddellijk uitgaat. Voor ons is dat echter niet voldoende. U moet ons garanties kunnen geven. Ik heb ze gevraagd, maar voorlopig nog niet gekregen. Ik hoop wel dat uw antwoorden op de vele gestelde vragen alleszins verhelderend zullen zijn voor iedereen en dat ze heel wat mensen kunnen geruïststellen, zowel in de Kamer als daarbuiten.

01.21 Hagen Goyvaerts (VB): Ik vergat daarstraks nog iets bij de gedachtewisseling. Een aantal collega's heeft het argument van de ontmanteling naar voren gebracht. Ik weet dat u elke dag het *Belgisch Staatsblad* leest, mijnheer de staatssecretaris, maar ik neem aan dat u ook af en toe op de website van het FANC gaat kijken. De laatste dagen is daar wel wat activiteit geweest. Er werd een conceptnota over die ontmanteling op de website gezet, dat weet u.

Mijn aandacht werd getrokken door een bericht van 5 juli jongstleden met betrekking tot de vereisten die in herinnering worden gebracht. Het FANC zet dit niet zomaar op zijn website. U bent niet de voogdijminister, maar ik neem aan dat u er wel contacten mee hebt. U hebt allicht die nota van 5 juli gelezen, waarin men een aantal basisprincipes naar voren schuift. Ik kan echter niet interpreteren wat de doelstelling van die verklaring is en hoe de regering dat heeft geïnterpreteerd. Wat doet u daarmee? Daar ben ik wel benieuwd naar.

01.22 Staatssecretaris Melchior Wathelet: Mijnheer Wollants, u besloot met te stellen dat er geen visie is. Het is nochtans moeilijk om duidelijker te zijn over wat thans wordt voorgesteld. De visie is duidelijk: na 2025 gas en hernieuwbare energie. Om het investeringsklimaat in België voor te bereiden, moeten wij de transitie verzekeren.

Hoe verzekeren wij de transitie? Door een duidelijke kalender voor de kernenergie, via de mechanismen die de bevoorradingszekerheid verzekeren — dus geen definitieve sluiting zonder toelating van de regering — en door de verlenging van de kerncentrales te gebruiken om de nodige middelen te creëren. Dat is geen ondersteuning van de capaciteit. Dat is niet wat wij doen voor gas. Wij willen een zogezegd vangnetsysteem creëren voor gas. U hebt dat ook gelezen in mijn voorstel van uitrustingsplan. Ik stel geen ondersteuning van de gascapaciteit voor; het is de verzekering van een minimum aan rendabiliteit voor het project dat de offerte zou gewonnen hebben.

Door de projecties over de gas- en elektriciteitsprijs, en ook door het feit dat gas vroeger in aanmerking zal komen in de elektriciteitsmechanismen, dat wil zeggen door de sluiting van 1 000 megawatt aan kernenergie, zal dat systeem een betere situatie creëren voor gas in België. Als dit marktsysteem beter functioneert, of functioneert zoals het wordt voorzien door alle producenten — laten wij duidelijk zijn —, dan zal ons vangnetsysteem van minimale rendabiliteit zelfs niet noodzakelijk zijn. Dat is natuurlijk de bedoeling, dat het niets kost. Mochten wij hebben geopteerd voor een ondersteuningssysteem van capaciteit, zoals gepland was voor de hernieuwbare energie, dan waren wij er zeker van dat wij altijd zouden moeten betalen voor nieuwe investeringen in gas. Dat zou de markt echt in moeilijkheden hebben gebracht.

Cela aurait vraiment créé des éléments d'interférence dans le marché. Ce n'est pas ce que l'on voulait. Si le marché fonctionne comme tout le monde le prévoit, autrement dit, si on produit 1 000 mégawatts en moins d'énergie nucléaire, si une diminution du prix du gaz est enregistrée, si on enregistre une légère augmentation du prix de l'électricité, c'est-à-dire si une meilleure rentabilité de la production électrique via le gaz est constatée, il ne sera pas nécessaire de faire appel au mécanisme du filet de rentabilité. Mais le problème réside dans le fait qu'en raison de l'incertitude actuelle, tous les projets très développés et très avancés ne se concrétisent pas. Et lorsque les éléments seront certains, à savoir en 2016-2017, quand les décisions d'investissement devront être prises, nous aurons perdu trois ans. C'est là un scénario dont on ne veut pas. Étant donné notre vision de la production électrique selon laquelle à l'horizon 2025, à peu près tout devra être basé sur le gaz ou le renouvelable, si on ne commence pas maintenant, il sera trop tard et on mettra en péril la sécurité d'approvisionnement.

Voici ce que l'on veut vraiment. On déclare notre vision, on présente l'objectif. Et pour y arriver, on se donne les moyens. Comment? Le moyen rapide: pour assurer la sécurité d'approvisionnement, on interdit les fermetures de manière définitive. Autre moyen: on assure la sécurité d'approvisionnement en prolongeant la production de 1 000 mégawatts d'énergie nucléaire. Mais pas sans contre-partie. La prolongation se déroulera suivant un mécanisme selon lequel on est certain que l'argent produit est réinvesti dans des mécanismes de soutien qui assurent la transition. Qu'est-ce que cela veut dire? Plutôt que d'avoir une loi

que certains considèrent encore aujourd'hui comme étant la meilleure du monde – je parle ici de la loi de 2003 qui se contente de viser la sortie –....

Dat was de enige meerwaarde van de wet van 2003: wij stoppen daarmee. Nu zeggen wij wat de alternatieven moeten zijn. Dat is nieuw. En we gaan nog verder, want we zeggen ook hoe wij die alternatieven zullen realiseren, door ons vangnetsysteem. Wij zeggen ook hoe de transitie moet verlopen, door de mogelijkheid de definitieve sluiting te verbieden als de bevoorradingzekerheid in gevaar wordt gebracht. We leggen ook een duidelijke kalender voor de kernenergie vast.

Natuurlijk kan een wet altijd aangepast worden. Dat is juist. Is het gemakkelijker om een KB te nemen of naar het Parlement te komen? U zult mij toch niet tegenspreken, mijnheer Calvo? Wij gaan naar het Parlement, met een democratisch debat. Ik hoor u hier vragen om dat alstublieft niet te doen. Doe het met een KB. Dat is toch een vreemde redenering, mijnheer Calvo. Ik hoor de heer Calvo hier zeggen dat hij liever heeft dat de regering het beslist, waarvan hij geen deel uitmaakt, dan dat ik naar het Parlement kom. U vraagt het binnen de regering te doen, zonder jullie. Dat is toch een vreemde redenering.

(...): (...)

01.23 Staatssecretaris **Melchior Wathelet**: Misschien in de Grondwet...

Hoe zullen wij dat financieren? U vraagt terecht naar de financiering. Wat is de redenering? Ik zal daarmee ook op andere vragen antwoorden.

Het gaat om 550 miljoen euro, inbegrepen de 40 miljoen euro voor offshore windenergie. Dat is voor 2012, 2013 en 2014. Het regeerakkoord en de tabel van de regering gelden tot en met 2014. Ik veronderstel dat het zo zal verder gaan in 2015, misschien voor enkele jaren in lopende zaken. Dat is een *joke*.

Dat is vastgelegd voor 6 000 megawatt. We gaan naar 4 000 megawatt. De rente zal dus ongeveer door twee derde worden gedeeld – vierduizend op zesduizend is ongeveer twee derde –, de steun aan offshore windmolens inbegrepen. Er blijft echter nog 1 000 van de laatste 2 000 megawatt over, met een mechanisme van terbeschikkingstelling. Het geld dat daardoor gecreëerd wordt, moet aan de zogenaamde consumenten worden teruggegeven om de investeringen in gas te steunen of, als dat niet nodig is, het terug te geven aan de burgers en de ondernemingen. Op die manier moet dat functioneren.

Tegelijkertijd moeten we ook beseffen dat op dit moment bijna de volledige rente naar het budget gaat. Dat is juist. Ik geef dat gemakkelijk toe. Dat is ook omdat wij in een bijzonder moeilijke budgettaire situatie verkeren. In 2015 bereiken wij terug een evenwicht en zal er ook minder nood zijn aan budgettaire middelen, zoals nu het geval is. Dat is de filosofie op het vlak van het budget.

Ik kom tot de offerte. Ik heb daarvoor een duidelijk voorstel gemaakt, dat nog niet is aanvaard door de regering. Ik kan dat in alle transparantie meedelen.

Ik wilde zo'n offerte maken om te verzekeren dat de concurrentie een beetje vroeger in het systeem plaatsvindt, maar ook om een zogenaamde minimale rendabiliteit te garanderen voor de investeerders die aan de offerte beantwoorden. Dat zal ook verschillende verplichtingen met zich brengen voor diegene die de offerte zal winnen. Als de markt functioneert zoals zij zou moeten functioneren in 2017, zullen verschillende investeerders liever investeren zonder de mechanismen van de offerte. Mochten de mechanismen van de offerte in 2017 niet meer noodzakelijk zijn, dan zou dat des te beter zijn. Dat wil zeggen dat de markt functioneert en dat er investeringen zijn in gas, zonder het systeem van de minimale rendabiliteit. Dat is nog beter.

Ik wil daarmee echter niet spelen. Ik wil geen risico's nemen voor de Belgen. Ik wil garanderen dat die investeringen er komen, om de bevoorrading te verzekeren en om de transitie te beginnen naar gas en hernieuwbare energie.

Waarom moeten wij evolueren naar gas en hernieuwbare energie? Omdat gas de nodige flexibiliteit creëert die nodig is voor hernieuwbare energie. Dat is volgens mij de enige mogelijke koppeling.

Quant au mécanisme de la réserve 4, c'est-à-dire la possibilité d'interdire la fermeture de centrales lorsque la

sécurité d'approvisionnement est en danger, il concernera celles qui viendront en dernier dans le *Merit Order*. Si, dans l'intervalle, de nouvelles centrales gaz ont pu être créées selon la procédure d'appel d'offres, celles-ci seront placées avant dans le *Merit Order*. De la sorte, le mécanisme Cost + garanti pour les centrales "Réserve 4" n'interviendra qu'au dernier moment.

C'est la procédure classique, qui est développée dans la note que j'ai déposée.

Mijnheer Wollants, u vraagt zich af hoe we de bevoorradingszekerheid kunnen garanderen. Men kan altijd denken dat het nog kouder wordt, dat er problemen in de kerncentrales zullen zijn of dat er geen wind, geen zon of geen gas meer zal zijn. Het kan altijd slechter gaan. Toch is uw vraag terecht. In het verleden was de bevoorradingszekerheid gebaseerd op het gemiddelde verbruik van elektriciteit op jaarbasis. Het element van de piek werd nooit in aanmerking genomen. Dat is een van de grootste meerwaarden van de studie van mijn administratie. Men moet voldoende elektriciteit hebben op het moment dat er nood aan is.

Ik ben het met u eens dat we verder moeten gaan met studies over de opslagmogelijkheden, maar daarop kan ik momenteel niet rekenen. De opslag in de Noordzee, met artificiële eilanden, is een fantastisch Belgisch project. Het is in die richting dat we moeten evolueren, maar in mijn huidig uitrustingsplan kan ik daarop niet rekenen. Ik volg het meest geloofwaardige scenario van mijn administratie en van Elia om de bevoorradingszekerheid te garanderen.

M. George m'interroge sur le calendrier proposé. La modification de la loi de 2003, la mise à disposition et les taxes nucléaires sont prévues pour le mois de septembre au niveau du gouvernement et ensuite, discussion au sein du Parlement. Donc, en octobre, nous verrons le début des discussions sur les mécanismes de mise à l'arrêt et sur les soutiens à l'investissement. L'objectif est donc une entrée en vigueur du tout début 2013.

Mme Emmerly m'a posé une question sur le dialogue avec les Régions. Je tiens à dire que ce n'est pas toujours un dialogue fédéral/Régions. De temps en temps, les Régions devraient aussi se parler! Par exemple, sur la question des certificats verts, la discussion serait bien plus intéressante entre les Régions qu'entre fédéral et Régions. Je n'ose pas faire la remarque sinon on va dire que je m'immisce dans les compétences régionales, ce qui n'est vraiment pas ma volonté. Passons.

En ce qui concerne les différentes interconnexions, le plan prévoit les trois projets prioritaires qui sont Nemo (Angleterre), Alegro (Allemagne) et Stevin. On vient d'ajouter l'élément Brabo, la jonction avec les Pays-Bas, particulièrement indispensable de par les nouvelles sources de production d'électricité prévues notamment au port d'Anvers.

Mme Lalieux me repose la question sur Coö. Comme elle l'a très bien dit, Elia n'était pas demandeur de capacités de production propres mais cela vient de changer. Le jour précédant la présentation de mon plan d'équipement, j'ai lu, comme elle, les déclarations du nouveau patron d'Elia. C'est une belle discussion: est-ce qu'un gestionnaire de réseaux de transport doit avoir à sa disposition des capacités de production ou doit-il gérer les disponibilités des différentes capacités de production gérées par d'autres exploitants? Franchement, je n'ai pas de réponse toute faite à cette question. On a suivi les arguments avancés par Elia depuis toujours, à savoir d'avoir des mécanismes de réserve stratégique, plutôt que des capacités propres. Maintenant, j'avoue que je ne ferme pas totalement la porte mais ce n'est pas notre base de travail.

Les projets matures sont ceux de Roux, Beringen, Evergem, Dilsen-Rotem, Visé, Manage. Ce sont ceux qu'on a à disposition.

J'insiste, je ne suis pas opposé à ce que d'autres investissements potentiels entrent en jeu. Je n'ai pas d'a priori; ça ne doit pas être ceux-là. Il est vrai que ce sont les plus avancés et les plus aboutis. Ce sont les projets que nous avons qualifiés de matures, pour lesquels les autorisations fédérales en matière de production, notamment, ont chaque fois été données. Ils les ont.

En ce qui concerne les montants nécessaires aux différents investissements à Tihange, certains nous ont été communiqués par l'exploitant Electrabel. Nous confrontons ces chiffres et les nôtres. C'est le travail que nous effectuons pour le moment. Il est normal qu'un exploitant donne des chiffres et qu'on ne les accepte pas tels quels et qu'on les confronte aux propositions qui sont les leurs. Oui, j'ai vu l'exploitant de la centrale de Tihange, Electrabel; j'ai vu l'ensemble des exploitants nucléaires au niveau belge; nous avons vu tous les fournisseurs et tous les producteurs dans le cadre de l'élaboration du plan et nous continuerons à voir tout le

monde. Je ne dis pas que l'on sera toujours d'accord, qu'il n'y aura pas certains heurts ou certaines difficultés.

Madame Lalieux, pour terminer sur ce volet-là, c'est vrai que, par rapport aux propos d'Electrabel, je comprends qu'un investisseur doit connaître les conditions de prix avant de décider d'un investissement. C'est normal. Ils doivent savoir comment va évoluer la rente, quels types de mécanismes sont mis à disposition, quels mécanismes de Cost+; et ils doivent évidemment avoir une vision globale des conditions d'investissement.

Maintenant, nous avons garanti une rentabilité minimale dans le cadre d'une prolongation. Si cette garantie-là est maintenue, cela voudrait dire que toute autre décision qu'une prolongation, alors que la rentabilité est garantie, devrait être justifiée par je ne sais quelle raison. Ça, je ne peux pas l'accepter. C'est pour cela que je disais que si, malgré la rentabilité, intervient une décision de non-prolongation de l'exploitation, l'État devra alors utiliser les mécanismes qui sont à sa disposition, à savoir trouver un autre exploitant ou réquisitionner, parce que je n'accepte pas de prendre un risque en matière de sécurité d'approvisionnement.

Ik heb geantwoord op de vraag over de interconnecties.

Ik heb de zes belangrijkste gasprojecten opgesomd. Manage, Visé, Dilsen-Rotem, Evergem, Beringen en Roux omvatten samen min of meer 4 600 megawatt.

Ik heb duidelijk geantwoord op de vraag over de nucleaire rente.

Ik heb de cijfers over Synatom niet bij. Ik bezorg ze.

Ik heb u mijn filosofie over de offerte gegeven. Momenteel is er nog geen akkoord. We moeten een systeem uitbouwen dat de nodige waarborgen creëert voor de investeerders. Voor Doel 1 en 2 had ik eerst april 2016 voorgesteld, maar door de waarborgen over de mechanismen van de Reserve 4 die men mij heeft gegeven, heb ik april 2015 aanvaard. De bevoorradingszekerheid wordt gegarandeerd door het Reserve 4-mechanisme. Ik heb mijn voorstel in alle transparantie gedaan. Ik sta open voor alternatieven die de bevoorrading verzekeren aan een betere prijs. Wij hebben gasinvesteringen nodig. Ik heb een systeem voorgesteld, maar dat kan altijd gewijzigd worden. Mijn voorstel creëert een mechanisme dat de bevoorrading verzekert tegen de beste prijs voor de consument.

In verband met de onbenutte sites is een wet van 2009 hangende voor het Grondwettelijk Hof. Wij wachten op het arrest.

Het redelijk aanbod, met name tegen welke prijs wij een exploitant zouden kunnen verplichten om een centrale open te houden, moet door de administratie worden bepaald. Daarvoor moeten wij de kosten kennen, met een redelijke rendabiliteit. Dat systeem komt als laatste element op de *merit order*. Het is een vangnet voor de bevoorrading.

01.24 Bert Wollants (N-VA): (...)

01.25 Staatssecretaris Melchior Wathelet: Ook de veiling wordt georganiseerd door de administratie. Wij moeten ze creëren, maar het principe is al wel aanvaard.

En ce qui concerne la réserve 4, j'ai parlé du mécanisme du Cost+. En ce qui concerne l'appel d'offres, j'ai dit que c'était mon point de vue et que j'étais ouvert à tout autre mécanisme.

Madame Gerkens, je propose un mécanisme de Cost+ très clair pour les mises à disposition des 1 000 MW nucléaires. C'est un mécanisme par lequel l'État, à un moment, revend cette capacité achetée à un mécanisme de Cost+ avec une marge au profit de l'État. Je me suis mouillé. J'ai proposé quelque chose, mais je suis ouvert à toute proposition, du moment que cette mise à disposition serve et le consommateur et la création d'un climat d'investissement pour le futur. Ce que je ne veux surtout pas faire, c'est reproduire le mécanisme de 2003, à savoir sortir sans donner une vision et sans donner un avenir. C'est l'erreur à ne pas réitérer.

En ce qui concerne les investissements nécessaires en matière de sécurisation en tant que tels, certains investissements arriveront en bout de course en 2019. D'autres investissements devront *sowieso* être faits,

que l'on prolonge ou non la durée de vie de la centrale nucléaire. Vous comprenez bien que, parmi ce que l'on accepterait de prendre en considération comme frais de jouvence, ce ne sont pas les frais qui devraient, de toute façon, être faits. Ce ne serait pas juste. Ce serait trop favorable à l'exploitant, mais la plupart des investissements doivent être réalisés à l'horizon 2012-2014-2016. D'ailleurs, les investissements les plus importants doivent être consentis avant fin 2016. À nouveau, aucune prolongation n'aura lieu sans demander l'avis de l'AFCN. Personne n'accepterait d'agir différemment. Je n'imagine pas de ne pas respecter le point de vue et les directives de cette dernière en la matière.

Mijnheer Calvo, ik heb u ook horen zeggen, hier en op uw persconferentie en vooral via twitter, zoals vaak, dat een verlenging met drie jaar mogelijk is.

01.26 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): (...)

01.27 Staatssecretaris **Melchior Wathelet**: Mijnheer Calvo, het klopt dat die hypothese op een bepaald moment werd voorgesteld, onder anderen door enkele personen van mijn administratie. Het betrof een verlenging, met drie jaar, voor de drie kerncentrales, maar het werd voorgesteld zonder enige toelating van, bijvoorbeeld, het FANC. Dat is toch een belangrijk element. Ik heb geen elementen of het al dan niet kan, of het al dan niet mag qua veiligheid.

Het klopt dat ik op een bepaald moment voorgesteld heb om de kerncentrales enkele maanden langer operationeel te mogen houden. Nu gebruikt u het argument dat ik dat voorgesteld heb om te zeggen dat het mogelijk was voor enkele maanden en dus ook voor drie jaar. Waarom dan niet voor tien jaar verlengen, zonder te investeren?

Mijnheer Calvo, u bent een oppositielid. *The opposition has to oppose*. Ik begrijp dat, maar op de vraag aan een regering, mijn regering of een andere, om enig risico te nemen inzake kernenergie, zal ik nooit ingaan. Ik zal nooit het risico nemen van een verlenging zonder de nodige investeringen in onze kerncentrales. Daarom zullen verlengingen alleen maar mogelijk zijn als de veiligheid gegarandeerd is en als de nodige investeringen gebeuren. Dat is natuurlijk nog geen reden om de exploitant bijkomende investeringen te laten doen om de productiekosten te verhogen. Dat zou voor hen te gemakkelijk zijn.

U hebt gezegd dat in het regeerakkoord niets werd opgenomen over energie-efficiëntie. Er werd een institutioneel akkoord ondertekend waarin duidelijk werd vermeld dat energie-efficiëntie een bevoegdheid van de Gewesten is. Ondanks dat dit niet tot mijn bevoegdheid behoort, heb ik daarover toch iets geschreven.

U hebt ook gezegd dat de doelstellingen inzake emissierechten en hernieuwbare energie niet werden opgenomen in het regeerakkoord, maar die staan er wel in. Die doelstellingen veranderen niet en wij blijven ervoor pleiten. Het is niet mijn bedoeling om nieuwe doelstellingen op te leggen aan de regio's. Ik mag dat niet doen. Voor het institutioneel evenwicht mag ik dat niet doen en ik wil dat ook niet doen.

Ik kom nu tot de kalender. Het klopt dat een wet altijd kan worden gewijzigd. Ik heb ervoor gekozen om de wet van 2003 te veranderen en daarover een parlementair debat te voeren. Ik wil er zeker van zijn dat wij de wet van 2003 aanpassen na een transparant debat in het Parlement. Ik had ook een koninklijk besluit kunnen uitschrijven. Liever voer ik echter een democratisch debat, want dat lijkt mij nuttig. Als ik daarover geen debat had gevoerd, dan zou ik klachten hebben gehoord als zou ik het Parlement niet in de besluitvorming betrekken en dat ik de zaken wijzig door middel van een koninklijk besluit.

Mijnheer Calvo, de CREG heeft zijn advies kunnen geven over de studie van de administratie. Wij hebben het advies van de CREG gekregen. Ik was zelfs niet eens verplicht om het advies van de CREG daarover te vragen, maar ik heb dat toch gedaan. Zeggen dat het fout is om daarover een parlementair debat te willen voeren, is een argument dat ik nog niet vaak heb gehoord van uwentwege.

Collega's, de vragen over de bevoorradingzekerheid tijdens die drie jaar heb ik beantwoord. Het is duidelijk dat het gaat om 1 000 megawatt kernenergie. Dat staat zo ook duidelijk in mijn uitrustingsplan.

Natuurlijk zou de strategische reserve op een bepaald moment geld kunnen kosten, bijvoorbeeld als die strategische reserve gevraagd wordt wanneer door de Staat een sluiting wordt geweigerd. Opnieuw, dat heb ik in ieder geval liever dan de mogelijke chantage die werd gevoerd door verschillende exploitanten, die

verschillende sites zouden sluiten om de bevoorrading in gevaar te brengen. Als er een black-out is, hoef ik u ook niet zeggen hoeveel dat mogelijk zou kosten.

De regering heeft verschillende waarborgen uitgedacht in het mechanisme van de strategische reserve. Een definitieve sluiting moet van tevoren aangemeld worden. Ook is er het mechanisme van de laatste in de *merit order*. Al die waarborgen vormen volgens mij het beste mechanisme om de bevoorrading te verzekeren tegen de beste prijs voor de burger.

Inzake de ondersteuningsmechanismen heb ik ook al een antwoord gegeven.

Op de vraag van de heer Goyvaerts over de visie na 2017 heb ik ook geantwoord.

Wat heeft men gedaan tussen 2003 en 2012? Daarover zal ik mij niet uitspreken.

Waarom werd er gekozen voor een sluiting van Doel in plaats van een sluiting van Tihange?

De redenen zijn heel duidelijk. U hebt gezegd dat u veel argumenten gelezen hebt. Dat is omdat er vele argumenten waren om liever Tihange te verlengen dan Doel, of om liever Doel te sluiten dan Tihange. Sommigen willen de sluiting, anderen niet. Sommigen opteren voor Doel, anderen voor Tihange. Waarom verkozen wij dan Tihange en niet Doel? Omdat de investeringen, ook qua veiligheid, in Tihange minder duur zijn dan in Doel. Ook qua netwerk is de situatie in Tihange beter dan in Doel. Als Doel blijft draaien, geeft dat problemen op het netwerk voor de nieuwe investeringen gepland in de omgeving van Antwerpen.

Vanwege het netwerk, de veiligheid en de kostprijs hebben wij geopteerd voor Tihange. Ik denk dat de criteria vrij objectief zijn. Die werden ook aanvaard. Het is waar dat ik dat niet preciezer in mijn plan, maar ik heb duidelijk voorgesteld aan de Kamer om Tihange te verlengen en Doel 1 en 2 te sluiten.

Pour terminer, je répondrai aux questions de M. Clarinval. Concernant l'option du gaz, j'ai proposé un mécanisme d'appel d'offres comme filet de sécurité par rapport à cet investissement. Si les projections se vérifient en matière d'évolution du marché gazier, ces mécanismes de soutien ne seront pas nécessaires. Mais il faut aujourd'hui garantir que l'investissement arrive vite, raison pour laquelle on maintient une sorte de filet de rentabilité minimale garantie au meilleur prix grâce au mécanisme d'appel d'offres.

C'est la philosophie de ma proposition. Je concède que ce mécanisme n'est pas encore définitivement accepté. Je reste ouvert au débat, mais je pense que ce mécanisme permet d'assurer les investissements et de le faire au meilleur prix.

En ce qui concerne les marchés liés au CO₂, je vous rappelle que tous ces engagements ont été négociés et mis en place en partant de la sortie totale des 2 000 MW nucléaires. Je pense donc que cela ne posera pas de problème.

Quant à l'article 9, nous avons choisi de dire que l'insécurité qu'il avait été créée faisait en sorte de rendre la sortie du nucléaire impossible, parce que la sortie s'accompagnait de la "re-rentree". C'est ce qui a créé l'incertitude. Cette incertitude n'offre ni une réponse au nucléaire, ni une réponse en matière d'investissement autre. C'est ce qui crée la situation de pénurie à laquelle on est confronté aujourd'hui. Nous avons voulu faire un choix clair, le choix d'une vision, qui nécessitait de ne plus inclure cette exception dans la loi.

Une loi peut être modifiée, je le concède. Il y a des parlements pour cela, c'est le choix démocratique d'un pays. On ne va pas me reprocher de faire en sorte que cela ne puisse plus se faire que par voie parlementaire et plus par voie gouvernementale. Cela me semble être une garantie démocratique suffisante, en tout cas la plus optimale possible.

Certains voudraient que le législateur s'oblige par la loi à payer une indemnité à ceux qui ont créé l'insuffisance de production électrique. Une loi se change aussi dans ce cas-là. Donner une sorte de privilège à ceux qui créent la non-production ou l'insécurité d'approvisionnement, c'est quelque chose que je ne comprends absolument pas!

Je sais, monsieur Calvo, que je comprends toujours mal ce que vous proposez, mais je vous explique simplement comment je l'ai compris.

01.28 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): (...)

01.29 **Melchior Wathelet**, secrétaire d'État: Je suis désolé! Je ne suis qu'un naïf pas intelligent!

Ce que vous proposez ne créera pas un climat d'investissement. Un mécanisme selon lequel on gratifie l'insécurité d'approvisionnement en s'obligeant à indemniser le maintien de l'obligation nucléaire parce qu'on aurait créé la pénurie, ce serait un mécanisme qui n'assurerait pas la sécurité d'approvisionnement, qui coûterait et qui serait la meilleure assurance du maintien du nucléaire au niveau belge.

Je dois certainement avoir très mal compris!

Pour la dernière question sur le mécanisme de soutien en tant que tel, ce n'est pas un mécanisme de soutien au mécanisme à la capacité installée; ce n'est qu'un mécanisme de soutien qui permet d'assurer cette rentabilité minimale, a posteriori, sur base de capacités installées gaz qui n'auraient pas offert la rentabilité minimale garantie par le mécanisme d'appel d'offres.

Je répète qu'il n'existe pas encore d'accord total à ce sujet. Voilà qui me semble normal: c'est nouveau et assez différent. C'est ce que j'ai proposé. Je reste ouvert à faire évoluer ces propositions. J'ai montré que, par rapport à mon plan, j'ai bougé sur divers éléments. Je le dis en totale transparence, mais il me semble que cette question est suffisamment importante que pour essayer de demander à chacun d'opérer les compromis nécessaires pour enfin donner cette vision indispensable à la Belgique d'un point de vue électrique.

01.30 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Mijnheer de staatssecretaris, ik had mij voorgenomen om eventueel zelfs niet te repliceren, maar u hebt zo vaak een karikatuur gemaakt van de voorstellen en vragen van onze fractie dat ik toch graag een aantal punten met u overloop.

Ten eerste, u maakt bewust of onbewust een karikatuur van het voorstel dat wij vorige week hebben gelanceerd. Ons voorstel is heel eenvoudig. Ik stel vast dat de investeerders vandaag niet weten of deze regering het meent met de kernuitstap. Wij stellen een heel eenvoudig systeem voor. Als een volgende regering nogmaals de uitstapkalender wijzigt of als ze nogmaals de rechtszekerheid voor alternatieve investeerders ondermijnt, dan betaalt ze hun een schadevergoeding.

Ik heb vastgesteld dat een aantal investeerders dat een heel positief voorstel vindt. Zij willen inderdaad een bijkomende verankering van de uitstapkalender, omdat u op dat vlak de afgelopen weken uw geloofwaardigheid hebt verloren.

Dat is ons voorstel, niet meer, maar zeker ook niet minder.

Ten tweede, u hebt niet geantwoord op een heel fundamentele opmerking en vraag. Andere collega's hebben daarop ook gewezen. De analyse stopt in 2017. Bent u het dan met mij eens dat voorlopig op geen enkele manier in kaart is gebracht wat het risico van stroompannes is te wijten aan overcapaciteit na 2017, op het moment dat wij veel meer hernieuwbare energie hebben en onze buurlanden daarin ook volop investeren?

Vanmorgen hebt u dat probleem erkend. Bent u het met mij eens dat dit probleem vandaag niet werd becijferd en integendeel zal worden versterkt door de beslissing die u hebt genomen?

U bent het daarmee niet eens. Afspraak in de toekomst.

Ten derde, u zegt dat ik voorstel om een kernreactor drie jaar langer open te houden. Absoluut niet. Als u de moeite had gedaan om het alternatief plan van Groen echt door te nemen, zou u vaststellen dat...

01.31 Staatssecretaris **Melchior Wathelet**: (...)

01.32 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Het is niet in het Frans vertaald, als dat uw vraag is.

01.33 Staatssecretaris **Melchior Wathelet**: Het is alleen maar Groen.

01.34 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Aan de principes hoeft u niet te twijfelen, mijnheer de staatssecretaris. Ecolo-Groen zit op dezelfde lijn als het gaat over oplossingen. De cohesie is veel groter in de groene familie dan in de christendemocratische familie.

01.35 Staatssecretaris **Melchior Wathelet**: Spreek voor uzelf.

01.36 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Iedereen runt zijn eigen familie, maar u was toch benieuwd naar de sfeer in onze familie. Dat is toch bizar. Dat tussen haakjes.

Wat zegt Groen? Wij zeggen dat de problemen van de afgelopen jaren perfect binnen de wet van 2003 kunnen worden opgelost. Dit is geen pleidooi om met drie jaar te verlengen. Volgens de cijfers van de CREG, Elia en de administratie kan Tihange 1 in een *worst case scenario* sluiten op 15 maart 2017. Het gaat om veertien maanden in het slechtste geval. Dat is een heel ander verhaal dan datgene dat u probeert op te hangen. De waarheid heeft in dezen haar rechten.

De vraag is hoe we dat zullen financieren, om eventueel met veertien maanden te schuiven. Mijnheer de staatssecretaris, u levert zelf de mosterd voor de correcte financiering van die veiligheidsinvesteringen, door Doel 1 en 2 initieel op 2016 te zetten. U zegt zelf dat als Electrabel de investeringen in Tihange niet wil doen, u het mechanisme van de strategische reserve voor de kernreactor van Tihange zal gebruiken. U wil de centrale desnoods aan een andere eigenaar geven of via de strategische reserve inzetten. Dat is perfect! Als Electrabel het verhaal van de veertien maanden niet wil volgen, dan kunt u datzelfde mechanisme perfect gebruiken om dat scenario te realiseren.

Ten vierde, u zegt dat Groen ervoor pleit om niet via het Parlement te werken. Dat hebben wij niet gezegd. Ik heb u gevraagd of u advies zal vragen aan de CREG, en of u het argument van de bevoorradingszekerheid zal gebruiken voor de tienjarige levensduurverlenging. U heeft "neen" geantwoord en ik weet waarom. U kunt die verlenging niet beargumenteren op basis van de bevoorradingszekerheid. Dat is belangrijk. Daarom heb ik gevraagd naar uw houding over het koninklijk besluit.

Ten vijfde, ik vraag mij echt af hoeveel marge er op de terbeschikkingstelling zal worden gecreëerd. U vindt het normaal dat de kosten van Electrabel voor de verlenging van Tihange 1 worden vergoed. Dat is de eerste marge. U zegt in de krant dat Electrabel dat niet zomaar zal doen omdat ze rendabiliteit wil genereren. Dat is de tweede marge. Daarna denkt u nog een derde marge te hebben om het minimum rendabiliteitsmechanisme voor gas te financieren. Hoe krijgt u zoiets financieel rond?

Ik kom dan tot mijn conclusies, aangezien u liever geen antwoord geeft op mijn bijkomende vragen.

Mevrouw de voorzitter, er zijn nogal wat fracties bekommerd om de exacte kostprijs, de exacte impact, de veiligheidsinvesteringen en de kalender. Ik zou twee voorstellen willen doen aan de commissie. Ten eerste, de commissie voor het Bedrijfsleven zou aan het Rekenhof en de CREG kunnen vragen om de potentiële kostprijs van dit uitrustingsplan te becijferen tegen de parlementaire besprekingen in september. Wij tekenen geen blanco cheque. Ik zou graag hebben dat u dit ter stemming voorlegt aan de commissie. Ten tweede, wij zouden aan het FANC kunnen vragen om een exacte kalender op te stellen met de veiligheidsinvesteringen die nodig zijn in Tihange 1.

Dit is de laatste vergadering vóór het zomerreces. In september zullen wij starten met de parlementaire besprekingen. Ik veronderstel dat iedereen dit wil doen op basis van de perfecte informatie.

Mijnheer de staatssecretaris, ik ben nog enigszins hoopvol, want ik heb u horen zeggen dat u openstaat voor voorstellen die de bevoorrading kunnen garanderen aan een betere prijs. Ik zou u willen uitnodigen om in de komende maanden de piste van artikel 9 nog eens te onderzoeken door maximaal gedurende 14 maanden te schuiven met Tihange 1 om de bevoorrading te garanderen zonder de rendabiliteit van toekomstige investeringen te hypothekeren. Als u echt die betere en goedkopere pistes wilt onderzoeken, moet u het groene plan nog eens analyseren.

01.37 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, u hebt op heel wat vragen geantwoord en natuurlijk zullen wij het over een en ander nooit eens worden. Voor bepaalde beslissingen zullen wij gewoon moeten afwachten wat het effect in de praktijk wordt.

Ik heb toch een aantal opmerkingen bij uw verklaring over de rendabiliteit van de gascentrales. U gaat ervan uit dat de elektriciteitsprijs wat zal stijgen, dat de gasprijs wat zal dalen en dat er eigenlijk geen aanvullende ondersteuning nodig is. Tegelijkertijd zegt u dat wij die flexibele centrales nodig hebben om het grootschalig aanbod van hernieuwbare energie te compenseren. Dat wil zeggen dat die gascentrales niet altijd kunnen draaien en dus minder rendabiliteit hebben.

Voorts hebt u gesproken over de gas- en de elektriciteitsprijs. Eigenlijk moeten wij in dat kader ook spreken over de CO₂-prijs. Vanaf 2013 moeten emissierechten worden aangekocht en de Europese Commissie wil die doen stijgen tot 25 à 30 euro. U weet hoeveel CO₂ er wordt uitgestoten om een megawattuur te produceren op basis van een aardgascentrale. Dan kunnen wij concluderen dat de prijs op de groothandelsmarkt met 10 euro zal moeten stijgen om dat te compenseren.

De vraag is of u dat allemaal hebt meegerekend om te stellen dat er geen rendabiliteitsondersteuning nodig zal zijn. Wij zullen dat in de toekomst ongetwijfeld kunnen meten. Hoe dan ook, veel hangt af van wat er op internationaal vlak gebeurt met het klimaatmechanisme.

U moet dat aspect toch in het debat opnemen, omdat die prijs zorgt voor een heel ander plaatje dan hetgeen u hier voorlegt. U zegt dat die nieuwe gascentrales rendabel zijn en dat wij daarin niet hoeven te investeren. Met de twee argumenten die ik heb gegeven, moet u toch toegeven dat die stelling niet altijd opgaat en hoogstwaarschijnlijk zelfs helemaal niet opgaat.

01.38 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): (...) (zonder micro)

01.39 Bert Wollants (N-VA): Wat men vooral moet weten, is dat die prijs niet in België wordt bepaald, maar wel op de CWE-markt. Het al dan niet openhouden van Tihange staat niet direct in verband met de prijs op die CWE-markt, afhankelijk van de interconnectiecapaciteit.

01.40 Staatssecretaris **Melchior Wathelet**: Mijnheer Wollants, wat u zegt, is intellectueel correct. Wij hebben dat in aanmerking genomen.

Vergeet echter niet dat een mogelijke stijging van de prijs van CO₂ – wat waar zou kunnen zijn voor gas – onze mogelijke gascentrales, in vergelijking met de verschillende kolencentrales in het buitenland, in een betere concurrentiepositie zou brengen.

01.41 Bert Wollants (N-VA): Dat is afhankelijk van het land waarmee u vergelijkt. Als wij het hebben over Nederland met een overschot aan productiecapaciteit, dan is het een ander verhaal.

01.42 Staatssecretaris **Melchior Wathelet**: Wat zijn de laatste mogelijke productiemiddelen in Nederland en in Duitsland? Dat zijn vooral kolencentrales.

Ik geef ook toe dat het heel moeilijk is om te zeggen wat de prijzen van gas en voor de CO₂-uitstoot zullen zijn in 2025. België heeft echter een zeer goede, strategische positie op het vlak van gas, met de LNG-terminal in Zeebrugge. Gas is op het vlak van de CO₂-uitstoot in elk geval beter dan kolen.

De beste investering, samen met hernieuwbare energie, is gas, zowel op het vlak van de prijs, de strategische positie als de flexibiliteit.

Het kan zijn dat u het daarmee niet eens bent, maar dat is onze visie. Wij willen echt een investeringsklimaat voor gas creëren. Waarom? Indien wij reeds op voorhand geïnvesteerd hebben, zal het onze positie verbeteren wanneer binnen enkele jaren de tijd van gas komt.

01.43 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, ik heb in ons eigen energieplan ook aangegeven dat er een portie gas in onze elektriciteitsmix moet zitten. Daarover gaat het dus niet. Mij gaat het over het prijseffect dat wij gaan creëren op deze manier. Als wij dat dan koppelen aan het feit dat wij nooit meer zonder die offerteaanvragen zullen kunnen, dan kan het op lange termijn een probleem worden voor de prijs van onze elektriciteit. Vooral daarvoor wil ik waarschuwen.

Daaraan gekoppeld is er het verhaal van die strategische reserve. U zegt dat u dat in de *merit order*

helemaal op het einde zet, maar wij weten ook aan welke prijs dat dan zal zijn. De huidige turbojetinstallaties en de piekcentrales bij Electrabel en Luminus worden op dit moment ingeschaald rond 600 euro per megawattuur. De marktprijs is vandaag 40 euro per megawattuur.

U weet ook dat er daar een serieus verschil is. Als u de strategische reserve reeds vanaf 2015 wil gebruiken en uw offerteaanvragen ertoe leiden dat er nieuwe centrales komen, in te schuiven in de *merit order* vanaf 2017, dan zullen wij een periode kennen waarin er effectief een verschuiving is, met die prijseffecten als gevolg. Daarvoor wil ik u specifiek waarschuwen. Er mag geen gigantische prijsstijging komen door die verschuiving.

01.44 Staatssecretaris **Melchior Wathelet**: Ter verduidelijking, wij hebben die elementen in aanmerking genomen. Daarom kan dat Reserve 4-mechanisme alleen worden gebruikt voor de centrales waarvoor een definitieve sluiting werd aangekondigd door de producenten. Als wij die niet gebruiken als Reserve 4, sluiten ze. Het is gevaarlijk te speculeren op de eventuele niet-sluiting van de centrale, op het behoud ervan als Reserve 4, om ze alleen te gebruiken op heel goede momenten, als laatste element in de *merit order*, aan een heel interessante prijs, terwijl de productiekosten toch worden gedekt! Men zou immers kunnen beslissen tot sluiting.

01.45 **Bert Wollants** (N-VA): De beslissing tot sluiting zou eventueel zelfs gemakkelijker worden, omdat men weet dat er een vangnet is, omdat we die capaciteit nodig hebben. We kunnen heel veel scenario's bedenken waarin dit soort van mechanismen kan worden gebruikt om exploitanten aan te zetten tot een snellere sluiting. Men weet dat bepaalde centrales die op de markt zouden worden aangeboden, door niemand gewild zijn omdat ze eigenlijk onrendabel zijn. De enige reden waarom die ene centrale in Vilvoorde werd overgedragen aan een andere producent, E.ON, was de situatie in Duitsland, waar men jaar na jaar verlies maakt. Men weet dus dat niemand daarop zal bieden, met de huidige gas- en elektriciteitsprijs. Heel weinig producenten hebben de marge om hierop nu in te zetten. Op die manier zou men zich perfect tot de strategische reserve kunnen richten. In de toekomst zullen we moeten bezien hoe dat uitdraait, maar ik vrees voor een prijsstijging.

Ik kom tot een laatste element. Er werd kort gesproken over het nakomen van de engagementen inzake CO₂. U zegt daarmee rekening te hebben gehouden op het moment dat de engagementen werden aangegaan. Als ik me niet vergis, heeft België enkel engagementen aangegaan inzake CO₂ voor de non-ETS. De gascentrales komen in de ETS, waardoor dit nooit een probleem kan vormen. Dat is een heel andere situatie die puur op Europees vlak wel voor verandering zal zorgen. We zullen dan zien of we er komen als wij gascentrales bouwen, Duitsland steenkoolcentrales en wie weet wat nog. Dat is een andere discussie waarvoor we waarschijnlijk wel eens samenkomen in een andere commissie, eenmaal u de *burden sharing* hebt opgelost. Ik ben trouwens ook geïnteresseerd in het document dat u daarnet aan het lezen was.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.48 uur.
La réunion publique de commission est levée à 16.48 heures.*